



Quand l'énergie efface les forêts de la carte

Bulletin du WRM 279

Juliet 2026

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION :

Le lien étroit entre énergie et déforestation dans le capitalisme.....3

Le pétrole s'est emparé de nos forêts : déforestation dans le delta du Niger.....6

Les « terres rares » et la nouvelle géographie du sacrifice dans la région du Mékong..... 11

Il est temps de stopper un projet d'« énergie propre » dévastateur en Equateur : le barrage Hydroélectrique de Santiago.....17

« Transition énergétique » et destruction des forêts en Asie du Sud-Est.....20

Brésil : relance des énergies fossiles et la menace d'un autre gazoduc en Amazonie.....27

TIRÉ DES ARCHIVES DU BULLETIN DU WRM

République démocratique du Congo : Téléphones portables, destruction des forêts et mort35

RECOMMANDATIONS

Entretien : la construction politique de l'IA35

Documentaire : « Un festin de cochons : le colonialisme de notre temps ».....36

Halte aux nouveaux forages pétroliers en Amazonie équatorienne !36

Observatoire de la transition énergétique36

NOTRE OPINION

Le lien étroit entre énergie et déforestation dans le capitalisme

Les Peuples forestiers ont vu leurs territoires détruits au nom des « énergies propres » et de la « transition énergétique ». Preuve supplémentaire que ces deux concepts restent lettre morte, ils luttent également contre les ravages causés par la production de la principale source d'énergie actuelle : les combustibles fossiles.

La course à l'énergie a laissé de profondes cicatrices dans les forêts. La production d'énergie à grande échelle, destinée à satisfaire la demande insatiable des entreprises, progresse sur tout ce qui se trouve sur son passage. « Énergies propres », matières premières pour la soi-disant « transition énergétique », ou production de combustibles fossiles : peu importe pour les Peuples dont les territoires sont sacrifiés en leur nom ; tout cela est synonyme de destruction de leurs modes de vie. Il ne leur reste qu'un sillage de dévastation et de conflits. Dans le capitalisme, la production d'énergie sera toujours destructrice.

L'énergie est essentielle au fonctionnement du capitalisme colonialiste. Elle alimente les usines, les machines industrielles, les avions de guerre et les tracteurs qui déboisent pour faire place à de nouveaux projets immobiliers. D'innombrables guerres sont encore menées aujourd'hui pour le contrôle des ressources énergétiques, notamment du pétrole.

Les sociétés capitalistes possèdent une caractéristique qui étonne les autres sociétés avec lesquelles elles partagent le monde : une soif insatiable d'accumulation et de « croissance ». Or, la source d'énergie qui correspondait à cet esprit capitaliste était le combustible fossile. La puissance de sa combustion et son abondance ont permis aux sociétés capitalistes de croître et d'accumuler sans entrave. Par conséquent, l'idée, vendue par ces sociétés, d'une transition en cours qui conduirait le monde à abandonner ce combustible et à le remplacer par des sources d'« énergie propre » n'est que pure propagande. Les acteurs du secteur des combustibles fossiles le savent pertinemment. (1)

La « transition énergétique » n'existe pas dans le capitalisme. Les chiffres sont là et parlent d'eux-mêmes. Les combustibles fossiles représentent encore 87 pour cent du mix énergétique mondial, et leur consommation ne cesse d'augmenter (2). Les plus grandes banques mondiales continuent de financer massivement l'industrie des combustibles fossiles. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris en 2016, et alors que la réduction des émissions de gaz à effet de serre est devenue un engagement pris par les gouvernements signataires, ces banques ont financé ce secteur à hauteur de la somme impressionnante de 8 700 milliards de dollars nord-américains. Rien qu'en 2025, elles ont alloué 906 milliards de dollars aux entreprises du secteur, soit une augmentation par rapport à l'année précédente. (3)

Quant à la soi-disant « énergie propre » produite par la logique du capital, elle sera toujours entachée par la destruction qu'elle engendre pour les forêts et les populations locales. Les barrages hydroélectriques qui submergent les forêts modifient le cours des rivières et empêchent les populations de perpétuer leurs traditions ancestrales. D'innombrables arbres sont abattus et des forêts dévastées pour fabriquer des pales d'éoliennes. De vastes zones minières sont ouvertes en forêt pour extraire les matières premières nécessaires à la fabrication de panneaux solaires, de

batteries pour voitures électriques et d'autres produits associés aux « énergies vertes » et à la « transition énergétique ».

Par ailleurs, le vernis écologique qui justifie la recherche de ces matières premières sert également de prétexte aux gouvernements et aux entreprises pour poursuivre des intérêts moins reluisants. La course mondiale aux minéraux stratégiques, bien que présentée comme une course à la « transition énergétique », recèle bien des secrets. Il s'agit aussi d'une course aux armements, car une grande partie de ces minéraux est essentielle à l'industrie militaire. Selon les estimations de la Banque mondiale, d'ici 2050, il faudrait extraire 3 milliards de tonnes de minéraux et de métaux pour prétendument mettre en œuvre la « transition énergétique ». Cela représenterait une augmentation de 500 pour cent de la demande pour certains de ces minéraux (comme le graphite, le lithium et le cobalt) et un investissement projeté de 1 700 milliards de dollars. Mais ce que cette institution a omis de mentionner, c'est qu'en réalité, 47 pour cent de ces minéraux seraient utilisés dans des activités sans lien avec la « transition énergétique », comme le développement de technologies militaires. (4) Les dégâts qu'un pillage minier de cette envergure laissera sur les territoires sont d'une ampleur difficilement imaginable.

Dans le Bulletin WRM n° 275, nous avons débattu de la notion même d'« énergie » et présenté les témoignages de communautés aux visions du monde différentes du modèle capitaliste, qui utilisent des formes d'énergie non destructrices. (5) Dans ce Bulletin, nous approcherons les projets énergétiques capitalistes qui ouvrent de profondes plaies dans les forêts et à leurs communautés. Les témoignages présentés ici démontrent que la soi-disant « transition énergétique » et l'idée d'« énergie propre » sont un mensonge bâti sur une consommation massive d'énergies fossiles et le sacrifice de territoires appartenant à des communautés du Sud. Tant que le capitalisme existera, la production d'énergie sera inévitablement liée à l'effondrement social et environnemental de la planète.

Notre premier article présente un aperçu des impacts de la production de pétrole et de gaz sur les zones forestières et diverses communautés du delta du Niger, au Nigéria, qui abrite l'une des plus importantes réserves de pétrole d'Afrique. Ces dernières décennies, de nombreux accidents liés à l'exploitation des énergies fossiles dans cette région, d'une immense richesse environnementale et culturelle, ont conduit les communautés à se mobiliser contre des géants de l'industrie tels que Shell.

Le second article offre un aperçu des impacts de l'extraction de terres rares (ou presque) dans la région du Mékong, l'une des plus touchées par ce type d'exploitation, prétendument au service de la production de matières premières pour l'« énergie propre ». Le cortège de destruction et de contamination laissé derrière lui par les communautés locales soulève une question poignante : « Transition verte pour qui ? ».

Un troisième article présente les impacts d'un projet énergétique présenté comme « propre », mais qui menace le peuple Shuar et son territoire en Équateur. Le barrage hydroélectrique de Santiago, qui devrait être le plus grand du pays, est en construction dans le sud de l'Amazonie équatorienne. Le projet inondera 3 000 hectares, principalement de végétation indigène, et affectera plus de 91 000 personnes. Les communautés Shuar de Yuquianza et de La Unión pourraient être entièrement submergées et leur territoire ancestral détruit.

Le quatrième article offre un aperçu de divers projets énergétiques en Asie du Sud-Est. Nombre d'entre eux sont motivés par la « transition énergétique » et sont extrêmement destructeurs pour la forêt et ses habitants. L'article dénonce également l'absurdité des programmes de conservation des forêts qui ignorent la destruction de ces dernières causée par ces projets dévastateurs et les industries alimentées par cette énergie, tout en blâmant les communautés qui dépendent de la forêt et en font un usage traditionnel.

Enfin, une mise en garde sur les risques liés aux investissements lourds que les gouvernements réaliseront dans la production et les infrastructures gazières dans les années à venir au profit d'intérêts privés au nom de la soi-disant « transition énergétique ». L'article explique que c'est exactement ainsi que le gouvernement brésilien augmente la production de ce combustible fossile et inclut dans ses plans un projet de gazoduc qui menace d'avoir un impact sur des centaines de kilomètres de forêt amazonienne et sur plusieurs communautés sur son passage.

Bonne lecture !

Références:

- (1) OPEC, 2025. [World Oil Outlook](#)
- (2) Energy Institute Statistical Review of World Energy 2025
- (3) BOCC, 2026. [Banking on Climate Chaos: Fossil Fuel Finance Report 2026](#)
- (4) Oakland Institute, 2025. [Climatewash - the World Bank's fresh offensive on land rights](#)
- (5) WRM, 2025. [L'énergie en débat](#)

Le pétrole s'est emparé de nos forêts : déforestation dans le delta du Niger

Un aperçu des liens entre l'extraction de pétrole et de gaz dans le delta du Niger, la déforestation et les importantes marées noires survenues au cours des dernières décennies dans l'une des principales régions productrices de pétrole en Afrique. L'impact de ces activités sur un territoire d'une richesse environnementale et culturelle inestimable a conduit de nombreuses communautés du Nigeria à s'opposer aux géants pétroliers tels que Shell.

Le delta du Niger, au Nigeria, est riche en ressources pétrolières : le premier puits de pétrole commercialement viable y a été foré en 1956. La région abrite les deuxièmes réserves de pétrole d'Afrique et l'économie nigériane dépend fortement de ce secteur. Mais c'est précisément là que se situe l'une des régions les plus riches en biodiversité de la planète. Elle est également le territoire de plus de 30 millions de personnes appartenant à plus de 40 groupes ethniques. La plupart d'entre elles dépendent de l'agriculture et de la pêche pour leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire, mais aussi pour leur identité culturelle et leur bien-être. La déforestation liée aux activités des compagnies pétrolières constitue une grave menace pour l'environnement et les populations.

Pour les populations du delta du Niger qui dépendent des forêts, le pétrole n'a pas seulement volé leurs forêts, mais aussi leurs aliments, leurs vies, leurs moyens de subsistance, leur dignité et leur culture. Cette région abrite les plus vastes forêts de mangroves d'Afrique et les quatrièmes plus grandes au monde. Les mangroves jouent un rôle essentiel dans la protection des littoraux, la purification de l'eau, la régulation du climat et le soutien aux moyens de subsistance. Elles fournissent des ressources pour la construction, l'alimentation et constituent des réservoirs de biodiversité. Dans le golfe de Guinée, plus de 60 pour cent des poissons commercialisés se reproduisent dans les mangroves du delta du Niger. Malheureusement, environ 40 pour cent des mangroves du delta ont disparu, principalement en raison de l'exploitation pétrolière et gazière. En outre, 27 pour cent des mangroves potentiellement menacées par les marées noires à l'échelle mondiale se trouvent dans le delta du Niger. (1)

Une vue aérienne du delta du Niger montre une région sillonnée de lignes qui fragmentent fortement les forêts, ouvrant la voie à une poursuite de la déforestation par les exploitants forestiers, les braconniers, les mineurs et d'autres utilisateurs des ressources forestières. Globalement, les forêts tropicales du Nigeria s'étendent de la côte jusqu'à une distance comprise entre 150 et 200 kilomètres à l'intérieur des terres depuis le littoral de l'océan Atlantique. Le delta du Niger est une vaste région en forme d'éventail au Nigeria, alimentée par les alluvions de deux grands fleuves (le Niger et la Bénoué) et se jetant dans l'océan Atlantique. La végétation naturelle y est une forêt tropicale dense à la canopée épaisse et luxuriante.

Toutes les étapes des processus d'extraction de pétrole et de gaz ont un impact direct sur les forêts du delta du Niger. Lors de la phase d'exploration, des lignes sismiques sont ouvertes à travers les forêts et la déforestation s'intensifie encore lors de la pose des pipelines. Bien que ces lignes sismiques soient temporaires et que l'environnement puisse se rétablir après la fin des relevés, les

forêts de mangroves peuvent rester endommagées pendant des décennies, les couloirs créés par le défrichement restant ouverts. Les compagnies pétrolières sont pleinement conscientes de la déforestation causée par leurs activités. Un document de Shell souligne la « visibilité des coupes le long de ces lignes sismiques dans les mangroves... Ce sont les racines aériennes qui sont le plus affectées par les coupes. La régénération des racines coupées prend 2 à 3 ans, mais il peut falloir 30 ans ou plus pour que les palétuviers repoussent jusqu'à ce que la ligne sismique ne soit plus visible et se confonde avec les zones intactes. (2)

On estime que la région compte entre 5 000 et 7 000 km de réseaux de pipelines. Étant donné que ces pipelines disposent d'une emprise d'au moins 100 mètres, l'ampleur de la déforestation associée est considérable. À ces grands pipelines s'ajoutent des conduites de plus petite taille reliant les puits de pétrole, qui affectent tout autant les territoires.

Outre les pipelines, des canaux ont été construits par les compagnies pétrolières pour le transport de leurs équipements vers l'intérieur des terres. D'autres canaux servent à acheminer les eaux de traitement et divers déchets depuis les stations de pompage vers les rivières et l'océan. Les routes construites pour accéder aux puits, aux stations de pompage et à d'autres sites fragmentent encore davantage les forêts du delta du Niger. Ces infrastructures s'accompagnent souvent de travaux de dragage et parfois de remblayage au sable des marais et autres zones humides. Les matériaux de dragage déversés modifient la topographie et l'hydrologie des zones affectées et empêchent la régénération des zones déboisées.

Les compagnies pétrolières utilisent également des décharges mal aménagées en forêt, aggravant encore la perte de couvert forestier.

Feux de forêts (et récits de pollution)

Le niveau de pollution lié à l'extraction et au traitement du pétrole est estimé à l'équivalent de plus de 13 millions de barils de pétrole brut (plus de 2 milliards de litres), causant des dommages environnementaux majeurs et posant de graves risques sanitaires pour les populations locales. Sans surprise, la région détient le triste record de figurer parmi les dix zones les plus polluées au monde.

Outre les marées noires, le torchage du gaz affecte également les forêts du delta du Niger, en ralentissant la croissance des arbres et en empoisonnant globalement les écosystèmes. Il provoque des pluies acides et l'acidification des sols et des plans d'eau. Il modifie les conditions écologiques locales, endommage la végétation et les forêts et contribue au changement climatique, ce qui fragilise encore davantage les écosystèmes côtiers.

La pollution pétrolière est une cause majeure de destruction des mangroves dans le delta du Niger. L'exploitation non réglementée et destructrice des ressources, la conversion de zones de mangroves en terres agricoles ou en zones bâties, par exemple pour le logement ou l'industrialisation, contribuent aussi à cette destruction.

Le problème des marées noires dans le delta du Niger a été documenté dans plusieurs rapports. (3) L'un d'eux, le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur l'évaluation environnementale de l'Ogoniland (2011), a mis en évidence une contamination des sols et des eaux

souterraines ; la pollution de la végétation, notamment des mangroves ; la contamination des milieux aquatiques entraînant notamment une diminution du nombre de poissons ; l'exposition des communautés aux hydrocarbures dans l'air extérieur et l'eau potable, parfois à des concentrations élevées, ainsi que par contact cutané avec les sols et les sédiments. Dans la communauté d'Ejama-Ebubu, l'étude a révélé une forte contamination persistante 40 ans après une marée noire, malgré des tentatives de nettoyage répétées et de qualité douteuse.

Les déversements peuvent avoir diverses causes, notamment la corrosion des pipelines et des défaillances opérationnelles ou matérielles. Par exemple, dans la région de Bodo Creek, plus de 1 000 hectares de mangroves ont été dégradés par deux importantes marées noires en 2008 et 2009, aggravées par plusieurs autres déversements dus à des ruptures de pipelines.

En janvier 1998, 40 000 barils de brut (plus de 6 millions de litres) ont été déversés par la compagnie pétrolière Mobil sur sa plateforme offshore d'Idoho. Une partie s'est évaporée, mais l'impact de la marée noire s'est étendu au-delà des frontières du Nigéria, atteignant le Bénin et affectant les communautés côtières vivant le long de ce littoral.

Une autre marée noire offshore s'est produite sur la plateforme Bonga de Shell en décembre 2011. Shell et le gouvernement nigérian ont annoncé que 40 000 barils de pétrole brut avaient été déversés dans l'océan Atlantique. Lors de l'incident de la plateforme d'Idoho, le volume de pétrole déversé aurait également été de 40 000 barils. Cela semble constituer une unité « standard » des dommages écologiques causés par les compagnies pétrolières. La marée noire de Bonga a touché 20 communautés côtières dans trois États du delta du Niger. (4)

L'une des plus grandes marées noires du Nigéria s'est produite lors de l'explosion du puits offshore Funima 5 en janvier 1980, entraînant le déversement d'au moins 200 000 barils de pétrole (près de 32 millions de litres) dans l'océan Atlantique et causant d'importants dommages à 340 hectares de mangroves.

En 2004, une fuite sur un pipeline nigérian de gaz naturel liquéfié traversant la mangrove de Kala-Akama, à Okrika, a provoqué un incendie, dévastant environ 27 km² de mangroves. La contamination répétée provenant de canalisations vétustes et de puits abandonnés mais non démantelés contamine sans cesse les forêts de mangroves en cours de régénération.

Ces dernières années, l'éruption de puits de pétrole mal entretenus, inutilisés ou abandonnés ont provoqué une déforestation massive et de graves dommages écologiques. En novembre 2021, par exemple, un puits (Well 1, Oil Mineral Lease 29, sur la rivière Santa Barbara) a connu une éruption, qui a entraîné le déversement de pétrole brut dans la rivière et les mangroves environnantes pendant 6 semaines. Les estimations officielles du volume de pétrole brut déversé dans l'environnement s'élèvent à 3 000 barils, tandis que des experts évoquent le chiffre d'au moins 500 000 barils de pétrole brut (plus de 79 millions de litres). L'incident a provoqué la mort et l'asphyxie de vastes zones de mangroves, et la destruction globale de l'écosystème. L'écart considérable entre les chiffres officiels et ceux fournis par des sources indépendantes soulève des questions quant à la responsabilité dans la gestion des problèmes graves qui touchent les communautés vivant à proximité des champs pétroliers.

Les méthodes de traitement des marées noires aggravent également les impacts écologiques de la

production. Des forêts ont été ravagées par des incendies provoqués par du pétrole brut déversé par des sous-traitants de compagnies pétrolières, incompetents dans la gestion des marées noires. Cela s'est produit en mars 1998 dans la forêt d'Aleibiri, dans la zone de gouvernement local d'Ekeremor (État de Bayelsa), puis dans la communauté de Foutorogbene en août de la même année, lorsque les sous-traitants de Shell ont tenté de dissimuler les preuves d'une importante marée noire en incendiant la forêt. (6)

Le vol de pétrole est un autre facteur qui contribue à la déforestation généralisée dans le delta du Niger. Il est généralement admis que cette activité se déroule à l'échelle industrielle et concerne à la fois le brut destiné à l'exportation et celui destiné au raffinage artisanal ou clandestin. Le raffinage clandestin nécessite le défrichement de vastes zones forestières et entraîne des rejets incontrôlés de pétrole brut dans l'environnement. Le processus de vol s'accompagne parfois du sabotage clandestin des pipelines et provoque des fuites continues de pétrole brut dans l'environnement en raison d'une mauvaise gestion des équipements.

Une étude de télédétection, intitulée « Cartographie des impacts du vol de pétrole brut et des raffineries illégales sur les mangroves du delta du Niger au Nigéria à l'aide de la technologie de télédétection », a révélé que les mangroves dégradées associées aux activités de raffinage illégales ou non autorisées couvraient une superficie d'environ 37,6 km².

Assaut contre les deltas

Depuis la découverte du pétrole dans la région il y a près de 70 ans, des centaines de milliers d'habitants du delta du Niger ont subi les impacts de cette industrie. Deux cas de déforestation provoquée par des incendies consécutifs à des marées noires méritent d'être mentionnés ici : ceux de Goi et de Bodo. Dans les deux affaires, des communautés touchées ont obtenu gain de cause contre Shell devant les tribunaux des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

En 2004, une fuite provenant d'une installation de Shell a touché la communauté de Goi, dans la région de l'Ogoniland, au Nigéria. Le village et la mangrove voisine ont pris feu, détruisant entièrement le village. Les conséquences ont été si extrêmes que les habitants de Goi ont dû abandonner leurs maisons et évacuer la communauté. « Nous mangions, buvions, respirions le pétrole », a déclaré Eric Dooh au Guardian. Près de 20 ans après la catastrophe, il est revenu sur les lieux et a retrouvé une zone toujours désertée, où la biodiversité avait été décimée. (7)

La deuxième communauté est celle de Bodo, également située en Ogoniland. Une importante marée noire survenue en 2008 y a détruit de vastes étendues de mangroves. Ces marées noires détruisent la vie des communautés touchées. La contamination des eaux rend la pêche impossible, alors qu'elle constitue la principale source de revenus de nombreuses communautés, prive les habitants d'un accès à une eau potable, et contamine également leurs terres, les empêchant souvent de pratiquer l'agriculture. (8)

À Goi comme à Bodo, un panneau officiel avertit : « Avis à la population. INTERDICTION ! Zone contaminée. Défense d'entrer » (voir photo).

La déforestation du delta du Niger est surtout devenue tristement célèbre en raison de la pollution pétrolière et du torchage du gaz qui l'accompagnent. Cette région devrait servir d'avertissement à

d'autres territoires où la course aux pétrodollars continue de reléguer au second plan la protection des populations et de la planète. Cette situation est particulièrement préoccupante en Afrique, où l'on semble assister à une offensive coordonnée contre des sites du patrimoine mondial et d'autres aires protégées. Les principaux foyers de cette offensive comprennent le parc national des Virunga en République démocratique du Congo, le delta de l'Okavango en Namibie/Botswana, le delta du Saloum au Sénégal – tous inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO – ainsi que le parc national des chutes Murchison en Ouganda.

Mais la résistance à cette destruction s'organise depuis longtemps. Dans un article précédemment publié dans le Bulletin du WRM, Ken Saro-Wiwa, un dirigeant du Mouvement pour la survie du Peuple Ogoni (MOSOP), mettait en garde contre les conséquences à long terme de la destruction de l'Ogoniland par les compagnies pétrolières. Il décrivait un environnement du Peuple Ogoni « complètement dévasté par trois décennies d'exploitation pétrolière irresponsable ou de guerre écologique menée par Shell. [...] Une guerre écologique est extrêmement meurtrière, d'autant plus qu'elle est non conventionnelle. Elle est omnicide dans ses effets. La vie humaine, la flore, la faune, l'air, s'effondrent sous ses coups, et finalement, la terre elle-même meurt. » Ken Saro-Wiwa a été assassiné « légalement » par pendaison en novembre 1995. Son message demeure plus actuel que jamais. (9)

La lutte pour reboiser et reconquérir les forêts se poursuit. Les femmes des communautés sont en première ligne : elles créent des pépinières de mangroves et replantent les zones dégradées. Malgré l'ampleur des destructions infligées aux forêts du delta du Niger, les populations n'ont pas perdu espoir.

Nnimmo Bassey, Fondation Health of Mother Earth, Nigéria

Références :

- (1) ScienceDirect, 2020. A Review of the Threat of Oil Exploitation to Mangrove Ecosystems: Insights from the Niger Delta, Nigeria.
- (2) Environmental Rights Action (ERA) -The Human Ecosystem of the Niger Delta, 1998. Benin City.
- (3) UNEP, 2011. Environmental Assessment of Ogoniland; BSOEC, 2023. An Environmental Genocide: Counting the human and environmental cost of oil in Bayelsa, Nigeria.
- (4) WRM, 2008. Le pétrole, l'environnement et le côté économique des catastrophes.
- (5) Wellhead Woes, 2021. Health of Mother Earth Foundation.
- (6) ERA, FoEn, 2009. Knee Deep in Crude. Benin.
- (7) The Guardian, 2022. The village that stood up to big oil – and won
- (8) BBC, Shell agrees \$84m deal over Niger Delta oil spill
- (9) WRM, 2002. Nigeria: Godforsaken by oil.

Les « terres rares » et la nouvelle géographie du sacrifice dans la région du Mékong

Ce qui est présenté à l'échelle mondiale comme une « énergie propre » révèle l'expansion de nouvelles frontières d'extraction minière déterminées par les conflits et les tensions transfrontalières. Dans les bassins du Mékong et de la Salouen, les activités minières détruisent les forêts et polluent les rivières et les bassins versants, en particulier au Myanmar, l'un des principaux exportateurs mondiaux de minerais de « terres rares » lourdes.

À la mi-février 2026, lors d'un débat à l'Université de Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, sur les impacts transfrontaliers croissants de l'exploitation des « terres rares », un villageois âgé du bassin de la rivière Kok, resté silencieux pendant presque toute la discussion, a finalement levé la main après les explications sur l'expansion des activités minières menées de l'autre côté de la frontière, au Myanmar. Il a alors demandé : « Mais en fait, c'est quoi les “terres rares” ? Et pourquoi est-ce qu'elles posent problème ? »

C'était une question tout à fait banale. Pourtant, elle reflétait une problématique bien plus vaste à l'œuvre dans toute la région du Mékong, le bassin de la Salouen et l'Asie du Sud-Est. Alors même que les impacts commençaient à se faire sentir dans la vie quotidienne des populations, de nombreuses communautés vivant loin des mines ignoraient encore à quel point leur quotidien était désormais lié à ces activités.

Les « terres rares » ne sont pas « rares » au sens où leur nom le laisse entendre. Nombre de ces éléments sont relativement abondants dans la croûte terrestre. Ce qui les rend précieuses, ce n'est pas simplement leur existence, mais la difficulté de les trouver sous des formes et à des concentrations permettant une exploitation rentable, en particulier en ce qui concerne les « terres rares » lourdes. Ce terme désigne un groupe de 17 minerais devenus centraux dans la transition énergétique dite verte, promue de plus en plus activement par les gouvernements et les grandes sociétés du monde entier. Ces minerais à forte valeur économique sont des composants essentiels des véhicules électriques, des éoliennes, des smartphones et des technologies militaires.

Mais pour les populations riveraines du Myanmar, de la Thaïlande, du Laos et d'autres régions des bassins du Mékong et de la Salouen, les « terres rares » en viennent à incarner tout l'inverse de ce que promettent les qualificatifs « propre » et « vert ».

Elles signifient au contraire de plus en plus souvent des rivières contaminées par les déchets miniers, des forêts et des paysages de montagne défigurés par l'exploitation, l'augmentation du coût de la vie, des chaînes alimentaires saturées de substances toxiques, ainsi que la menace croissante de déplacements de populations et de pertes irréversibles.

Ces transformations pourraient compter parmi les plus sensibles politiquement que la région ait connues depuis que les forêts, les cours d'eau et les territoires du Mékong-Salouen ont été progressivement intégrés aux marchés en expansion et aux économies extractives, dans le sillage de la libéralisation économique de la fin des années 1980.

C'était peut-être aussi ce qui se cachait derrière la question posée ce matin-là par le vieil habitant du village. Bien que les communautés du bassin de la rivière Kok subissent déjà les conséquences de l'extraction des « terres rares », notamment la pollution des cours d'eau et une incertitude croissante quant à leurs forêts, leurs ressources en eau et leur moyens de subsistance, il n'est pas toujours facile d'établir le lien entre un minerai présenté comme indispensable à l'« énergie propre » et les impacts qui se manifestent bien au-delà des mines elles-mêmes. Les sites d'extraction des « terres rares » peuvent se trouver de l'autre côté des frontières et loin des communautés affectées, mais leurs impacts se propagent vers l'aval, reliant silencieusement rivières, territoires et populations dans une même filière extractive.

Exploitation des « terres rares » : une extraction indissociable du pouvoir et de l'argent

« Ces montagnes étaient verdoyantes avant le début de l'exploitation minière. Aujourd'hui, elles sont devenues hideuses. Les rivières sont devenues rouges. Certains des produits chimiques utilisés dans les carrières sont tout simplement rejetés dans l'eau. »

— Seng Li, militant pour les droits humains et chercheur spécialisé dans les activités minières dans le nord du Myanmar (1)

Les recherches et les images satellites montrent qu'il existe aujourd'hui plus de 2 400 sites miniers en Asie du Sud-Est (2) et révèlent des paysages dévastés là où s'étendaient autrefois des forêts, ainsi que des rivières de plus en plus polluées. Dans les seuls bassins du Mékong et de la Salouen, plus de 540 mines ont été recensées, faisant peser de graves risques sur les bassins versants environnants, en particulier au Myanmar, où les activités minières sont étroitement liées aux réseaux fluviaux du Mékong, de la Salouen et de l'Irrawaddy.

Au cours des vingt dernières années, le nord du Myanmar est devenu l'une des principales sources mondiales de minerais de « terres rares » lourdes (3). Bien que l'exploration minière ait commencé bien plus tôt, l'exploitation industrielle des « terres rares » est apparue pour la première fois le long de la frontière sino-birmane, dans l'État de Kachin, au début des années 2010. Elle s'est ensuite rapidement développée après 2015, lorsque la Chine a renforcé sa réglementation environnementale nationale et a commencé à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement le long de sa frontière sud.

À la suite du coup d'État militaire survenu au Myanmar en 2021, les États Kachin et Shan se sont imposés parmi les principales sources mondiales de minerais de « terres rares », et parmi les moins réglementées.

Au Kachin, l'exploitation des « terres rares » n'est pas arrivée sur un territoire vierge. Elle s'est implantée dans des paysages déjà façonnés par des décennies d'exploitation du jade, de l'or, de l'ambre et du commerce transfrontalier des minerais. Des routes avaient déjà été tracées à travers les montagnes. Des groupes armés avaient déjà mis en place des systèmes de taxation. Les courtiers, les négociants, les postes de contrôle et les économies extractives faisaient déjà partie du quotidien.

Ce ne sont pas les « terres rares » qui ont créé cette frontière. Elles ont simplement trouvé un territoire déjà prêt à un nouveau cycle d'extraction.

L'exploitation des « terres rares » est également devenue un facteur croissant de la déforestation, en particulier dans le nord du Myanmar. Cette situation est particulièrement préoccupante dans des régions telles que l'État Kachin, connu depuis longtemps non seulement pour ses gisements de jade et ses richesses minières, mais aussi pour ses forêts et ses réseaux fluviaux qui alimentent le fleuve Irrawaddy. Les frontières de l'extraction continuent de progresser dans les montagnes forestières et les zones de bassins versants. Les experts de l'environnement alertent sur le fait que la végétation est défrichée et les arbres abattus pour les activités minières et le combustible, tandis que l'insuffisance des mesures de protection de l'environnement rend difficile le contrôle des dommages écologiques et des fuites de produits chimiques.

« Tous les arbres sont en train de mourir. Les rizières deviennent moins fertiles et les récoltes diminuent. Certains disent que leurs animaux sont morts près des sites miniers », explique un habitant de l'État Kachin qui a travaillé dans une mine de « terres rares » dans la région de Nhkawng Pa. Il décrit comment les versants des montagnes ont été forés et des produits chimiques injectés dans le sous-sol par lixiviation in situ, l'une des méthodes les plus couramment utilisées dans l'extraction des « terres rares » au Myanmar.

Dans le silence qui entoure l'extraction des « terres rares », la résistance communautaire a finalement commencé à émerger ouvertement dans l'État Kachin en 2023 (4). Des villageois, des responsables locaux, des réseaux religieux et des organisations de la société civile ont commencé à faire entendre leur voix. La contamination de l'eau, les pertes de terres et les coûts sociaux croissants de l'exploitation minière intensive étaient devenus trop graves pour être ignorés.

Même si ces mobilisations n'ont pas entraîné de changement immédiat, elles ont fourni une preuve incontestable de la réalité des menaces posées par l'exploitation des « terres rares ». Dans le même temps, à mesure que les institutions étatiques s'affaiblissaient, que les conflits s'intensifiaient et que les économies locales s'effondraient, l'extraction est devenue l'un des moyens les plus rapides pour les groupes armés (5), les courtiers et les réseaux commerciaux transfrontaliers de générer des revenus.

L'expansion rapide de l'exploitation des « terres rares », rendue possible par les conflits et l'instabilité politique, a commencé à se déplacer de l'État Kachin vers l'État Shan, de la rivière Kok vers le Mékong, et des petits cours d'eau de montagne vers le fleuve Salouen. Après que l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA) a étendu son contrôle sur les principales zones minières fin 2024, notamment Pangwa et Chipwi, les activités minières se sont intensifiées dans l'État Shan et sont davantage connectées au bassin versant de la Kok et, plus largement, à celui du Mékong.

Une toxicité sans frontières

« Des analyses de l'eau et des sédiments effectuées à Tha Ton ont révélé une contamination de l'eau comme des sols. Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, aucune source d'eau potable n'a été mise à disposition. Un an s'est écoulé, et les villageois doivent toujours acheter la totalité de leur eau de boisson et de leur eau domestique [...] Nous voulons des solutions systémiques, tant sur le plan économique et agricole qu'en matière de santé publique. Si certaines zones ne sont plus sûres pour

l'agriculture, des mesures de compensation doivent être mises en place afin de réduire les risques tant pour les communautés que pour les consommateurs. »

— Saengrawee Suwikan, représentante des communautés de la rivière Kok

À la suite des graves inondations de septembre 2024, les rivières Kok, Sai et Ruak, toutes des affluents du bassin du Mékong, ainsi que le Mékong lui-même dans le nord de la Thaïlande, ont commencé à présenter une turbidité inhabituelle. Des métaux lourds ont ensuite été détectés dans les rivières et les cours d'eau liés aux mines d'or et aux zones d'exploitation des « terres rares ».

Le Département thaïlandais de contrôle de la pollution a confirmé que cette pollution provenait d'activités minières, sans toutefois préciser de quel type de mine il s'agissait. Cependant, des recherches menées par l'Institut thaïlandais de recherche et d'innovation scientifiques (TSRI) ont conclu que les niveaux d'arsenic présents dans la rivière Kok étaient plus probablement liés à l'exploitation minière des « terres rares » qu'à d'autres formes d'exploitation minière.

En 2025, on estimait qu'au moins 20 mines étaient en activité dans la partie supérieure du bassin versant de la Kok, au Myanmar, dont au moins une mine à ciel ouvert située à seulement un kilomètre de la rivière.

En l'espace d'un an seulement, la pollution est devenue un fardeau économique dans la vie quotidienne. Dans de nombreuses communautés riveraines de la Kok, les familles qui dépendaient autrefois directement de l'eau du fleuve dépensent désormais entre 1 500 et 3 000 bahts (46 à 93 dollars des États-Unis) par mois pour acheter de l'eau potable destinée à la boisson, à la cuisine et à la toilette. Les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de maladies chroniques sont désormais les plus vulnérables.

Pourtant, le gouvernement thaïlandais n'a toujours pas pris de mesure d'urgence susceptible de résoudre cette crise transfrontalière. Les mesures prises se limitent à des mises en garde, à la réalisation d'études complémentaires et à des propositions de construction de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau, ce qui soulève une question plus fondamentale : lorsque la contamination se diffuse dans les bassins versants voisins, quelle rivière restera suffisamment propre pour être utilisée ?

Rien qu'en 2025, les pertes économiques affectant l'agriculture, la pêche et le tourisme dans l'ensemble du bassin Kok-Ruak-Sai-Mékong ont été estimées à 1,3 milliard de bahts (40 millions de dollars). Ces chiffres montrent clairement que la pollution transfrontalière ne se contente plus de détruire les écosystèmes. Elle érode désormais visiblement l'économie des communautés riveraines, ainsi que celle du pays lui-même.

En avril 2026, le Département thaïlandais de contrôle de la pollution a confirmé une contamination à l'arsenic des sédiments du Mékong à Chiang Rai, atteignant 296 milligrammes par kilogramme, soit près de dix fois les seuils de sécurité admis. Le même mois, des analyses indépendantes menées dans le Salouen, dernier grand fleuve d'Asie à écoulement libre sans grands barrages, ont révélé une contamination à l'arsenic supérieure aux seuils de sécurité sur tous les sites d'échantillonnage.

Rien qu'en 2025, la Thaïlande a importé pour plus de 102,5 milliards de bahts (3,14 milliards de dollars) de minerais en provenance du Myanmar, dont une grande partie était destinée à la Chine et au Vietnam.

La question n'est donc plus simplement de savoir comment la Thaïlande peut protéger sa population de la pollution transfrontalière. La question fondamentale est la suivante : en tant qu'acteur de la chaîne mondiale d'approvisionnement en minerais, la Thaïlande est-elle prête à faire face à cette réalité avec transparence et justice ?

La pollution franchit désormais les frontières plus vite que la redevabilité

«Selon un proverbe, si les rivières venaient à être menacées, l'humanité le serait sans doute aussi. Lorsque les ressources se raréfient, les êtres humains peuvent en venir à se battre les uns contre les autres. Je ne peux m'empêcher de me demander si nous ne nous rapprochons pas déjà de ce moment. »

— Lahoo Mue Thu Dangdanwiman,

Jeune membre de la communauté Karen du bassin de la Salouen, en Thaïlande

Des récits mondiaux sur la transition verte aux influences géopolitiques en passant par les flux financiers, l'exploitation minière des « terres rares » dans les régions du Mékong et de la Salouen provoque des ondes de choc sans précédent.

Les défenseurs de l'environnement s'inquiètent de la multiplication des mines de « terres rares » qui, non seulement remodelent les sols, contaminent les nappes phréatiques et rejettent progressivement des substances toxiques dans les cours d'eau alimentant de grands fleuves dont dépendent des dizaines de millions de personnes de la région, mais transforment aussi les paysages forestiers du nord de la Birmanie. Dans l'État Kachin, où l'extraction des « terres rares » s'est rapidement développée ces dernières années, les données satellitaires ont mis en évidence d'importantes pertes forestières autour des zones minières les plus actives. Entre 2018 et 2024 seulement, les zones concentrant les activités minières ont perdu plus de 32 000 hectares de couverture forestière dans les forêts subtropicales et humides. (6) Les montagnes et les bassins versants autrefois boisés sont de plus en plus souvent transformés en zones d'extraction, laissant derrière elles des écosystèmes dégradés dont les impacts continuent de se propager vers l'aval, au-delà des frontières.

Les mines se déplacent. Les profits partent ailleurs. Mais la contamination et la souffrance restent. C'est ainsi que se dessine une nouvelle cartographie partagée des vulnérabilités dans une région déjà confrontée à des crises énergétiques provoquées tant par les gouvernements que par les capitaux privés.

À mesure que les impacts se propagent dans les bassins du Mékong et de la Salouen, les communautés sont de plus en plus préoccupées par la situation. Des groupes de la société civile du Myanmar, de Thaïlande et de Malaisie, des défenseurs des cours d'eau, des chercheurs indépendants, des communautés autochtones, des réseaux de femmes et des jeunes commencent à

relier des événements auparavant perçus comme isolés pour en faire une expérience régionale commune.

Car au fond, la question n'est pas de savoir si le monde a besoin d'énergie. La véritable question est : à qui profite cette transition verte ? Et à qui demande-t-on d'en payer le prix, avec leurs terres, leurs rivières et leur avenir ?

Projet SEVANA Asie du Sud-Est - Initiative régionale basée en Thaïlande, le projet SEVANA travaille dans l'ensemble de la région du Mékong et de l'Asie du Sud-Est afin de soutenir la justice environnementale et de renforcer les liens entre communautés, chercheurs, jeunes et mouvements sociaux. Son action porte principalement sur les impacts sociaux et écologiques des grands projets de développement, notamment les barrages, les industries extractives et les transitions énergétiques, tout en créant des espaces d'apprentissage collectif et de solidarité transfrontalière.

Références :

- (1) The Matter, 2026.
- (2) Mongabay, 2025. [Satellite data show burst of deforestation in Myanmar rare earth mining hotspots](#)
- (3) Yale Environment 360, 2025. [In Myanmar, Illicit Rare Earth Mining Is Taking a Heavy Toll](#)
- (4) Rainforest Journalism Fund, 2023. [How the Kachin Public Overturned a Rare Earth Mining Project in KIO Territory](#)
- (5) Bloomberg Podcasts, 2026. [The Rebel Army Behind One of the World's Major Rare-Earth Supplies | Big Take Asia](#)
- (6) Asialink, 2026. [Myanmar: the soft underbelly of China's rare earth dominance](#)
- (6) Mongabay, 2025. [Satellite data show burst of deforestation in Myanmar rare earth mining hotspots](#)

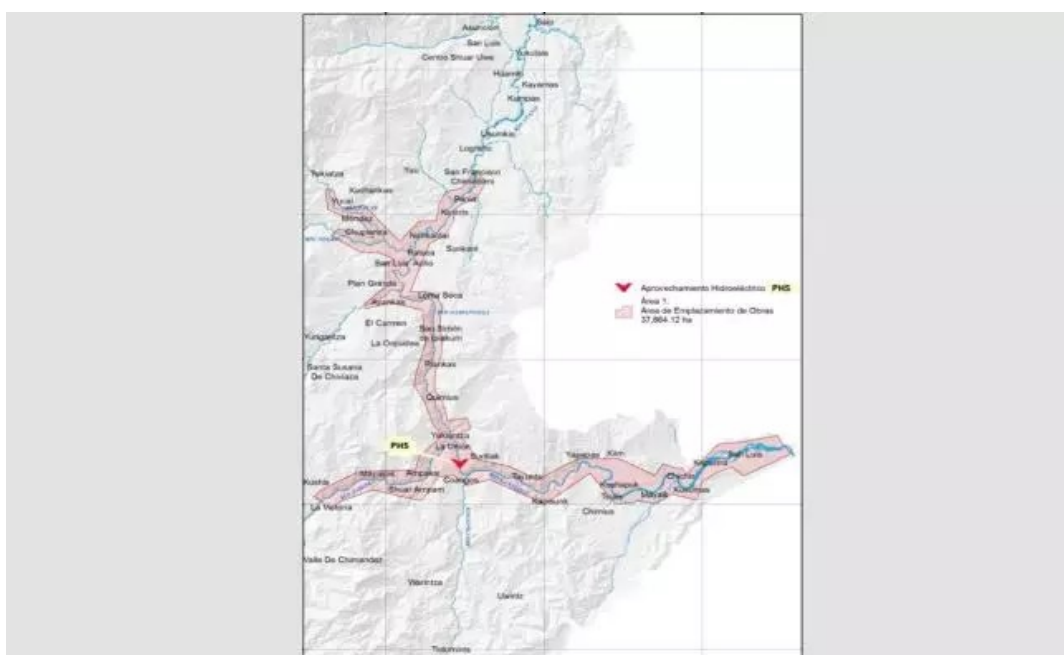
Il est temps de stopper un projet d'« énergie propre » dévastateur en Equateur : le barrage Hydroélectrique de Santiago

Dans un contexte de répression, le gouvernement équatorien se démène pour lancer la construction du plus grand barrage hydroélectrique du pays. Ce projet pourrait anéantir des dizaines de communautés Shuar et submerger une vaste zone de territoire ancestral au cœur de la forêt amazonienne équatorienne.

Un projet d'« énergie propre » dévastateur est en cours dans le sud de l'Amazonie équatorienne : le barrage Hydroélectrique de Santiago. Situé dans la province de Morona Santiago, ce barrage pourrait être le plus grand d'Equateur et l'un des dix plus grands d'Amérique latine, avec une puissance de 3 600 MW. Le projet prévoit de submerger 3 000 hectares, de détruire une vaste région riche en biodiversité et de compromettre la vie de plus de 91 000 personnes vivant à proximité du chantier. Bien que le projet n'en soit qu'à ses débuts, le gouvernement s'efforce d'accélérer sa réalisation, notamment en criminalisant toute opposition à des projets comme celui-ci, présentés comme « stratégiques » pour le « développement ».

Pour l'instant, la compagnie d'électricité publique équatorienne (Corporación Eléctrica del Ecuador) est en charge du projet. Le barrage serait construit sur le fleuve Santiago, à environ 2 kilomètres en aval du confluent des rivières Namangoza et Zamora. Sur les 3 000 hectares qui pourraient être submergés, 70 pour cent sont couverts de forêt indigène. La biodiversité de cette zone est extraordinaire : on y recense 532 espèces de plantes, 205 espèces d'animaux terrestres, 193 espèces d'oiseaux et 29 espèces de poissons, dont beaucoup sont menacées. (1)

La capacité de stockage de la zone qui serait submergée est d'environ 1,64 milliard de mètres cubes d'eau. Cela entraînerait la disparition de 45 km du fleuve Namangoza et de 24 km du fleuve Zamora. Ainsi, au moins 45 communautés et 9 paroisses riveraines seraient directement touchées. (2)



Sur la carte, les communautés qui pourraient être directement touchées par la construction de la centrale hydroélectrique de Santiago (Source : ACOTENIC Cía. Ltda.)

Les Shuars, principaux habitants de la région, seraient les plus durement touchés. Deux de leurs communautés, Yuquianza et La Unión, risquent d'être entièrement submergées et leurs populations déplacées. Les autres communautés subiraient les conséquences de l'inondation de leurs terres agricoles, avec des modifications importantes du fleuve dont elles dépendent, du transport fluvial, du débit naturel et de la dynamique même de la pêche, qui serait profondément et irréversiblement impactée. L'extinction des espèces migratrices et la mortalité massive des poissons menaceraient gravement la sécurité alimentaire de ces populations. Plus précisément, les communautés de Mayaik, Paantam, San Luis, San Ramón, Shariam, Yunkumas et Coangos perdraient leur principale voie de communication avec la submersion du fleuve. (3)

Le fleuve Santiago est également la principale voie de transport pour les Shuar en Équateur et pour les nations Wampis et Awajún au Pérou. (4) Pour ces peuples, le fleuve Santiago est connu sous le nom de Kanus. La destruction du cours naturel du fleuve menace d'isoler ces communautés socialement et économiquement, interrompant des voies de navigation millénaires utilisées pour le commerce, la communication familiale et l'échange de nourriture, d'espèces et de connaissances. Actuellement, une partie de cette voie est également utilisée pour le tourisme.

Pour les Shuar, cette région revêt une signification qui dépasse le cadre des études d'impact environnemental techniques. C'est un territoire sacré. Les eaux du fleuve Santiago, ou plutôt du Kanus, sont habitées par Tzunki, un esprit sacré qui maintient le flux de la vie dans ces eaux. (5) La logique de compensation des mégaprojets destructeurs et la vision du capitalisme vert sont incapables de comprendre les conséquences qu'entraînerait l'enfouissement de cascades, de rivières et même de territoires ancestraux comme la Cueva de los Tayos pour le mode de vie Shuar.

De plus, il est essentiel de considérer que la destruction engendrée inévitablement par la construction et l'exploitation d'un tel projet dépasse largement les souffrances des populations directement impactées. Les modifications environnementales, des débits fluviaux et des dynamiques démographiques et économiques qu'un projet de cette ampleur provoque sont déjà connues : croissance démographique incontrôlée, intensification des conflits fonciers et menaces pesant sur les modes de vie traditionnels des populations locales. À cela s'ajoutent l'accélération de la déforestation, la contamination des rivières, un risque accru de contamination lié aux projets miniers menés sur le fleuve Santiago, une érosion importante et une sédimentation accrue, susceptibles de compromettre le fonctionnement même de la centrale hydroélectrique. L'ensemble de ces conséquences affecterait négativement au moins 91 000 personnes, dont certaines vivent sur les territoires entourant ce projet depuis des millénaires.

Malgré tous ces impacts, depuis 2023, le projet dispose déjà d'un permis environnemental ; le gouvernement tente d'avancer rapidement pour que les travaux puissent démarrer en partenariat public-privé. Le gouvernement prévoit que la construction prendra 6 ans et que l'exploitation commerciale de la centrale hydroélectrique commencera d'ici 2032.

Pour les organisations indigènes, paysannes, de défense des droits de l'homme et de la nature qui s'opposent aux mégaprojets miniers ou aux barrages hydroélectriques comme celui de Santiago, la résistance est devenue de plus en plus risquée. Entre janvier 2024 et juin 2026, le gouvernement

équatorien a décrété plus de 25 Etats d'exception, adoptant un nouveau cadre réglementaire qui a servi à affaiblir l'Etat de droit.

Comme c'est souvent le cas dans de nombreux pays d'Amérique latine, la justification officielle de cet état d'exception a été la prétendue lutte contre le crime organisé, mais la réalité est bien différente. Ces mesures ont accru la capacité de l'Etat à surveiller indûment les défenseurs des droits de l'homme et de la nature. L'Etat a intensifié la criminalisation des peuples, des organisations autochtones et des paysans, la répression violente. L'absence de réponses de l'Etat en termes de responsabilisation et de réparation pour les victimes en est éloquente.

Il faut faire attention à ce qui se passe en Equateur : sous le silence forcé imposé par l'Etat, des projets d'extraction et destructeurs avancent, comme la centrale Hydroélectrique de Santiago, tandis que les défenseurs des droits de l'homme et de la nature sont confrontés à de graves menaces.

Secrétariat international du WRM

Références :

- (1) Presentación: "Hidroelectrica rio Santiago: ¿Destruir la naturaleza para construir vida humana? ¿Hay alternativas?", de Kashyapa A.S Yapa.
- (2) Proyecto Hidroeléctrico Santiago (Phs) Con Una Potencia De 3600 Mw Estudio De Impacto Ambiental Definitivo (EIAD), Resumen Ejecutivo
- (3) Idem.
- (4) Mongabay, 2025. La fuente de la fuerza shuar es amenazada por una hidroeléctrica
- (5) GK, 2022. La amenaza hidroeléctrica para el río Santiago

« Transition énergétique » et destruction des forêts en Asie du Sud-Est

Des décennies de production industrielle d'énergie ont détruit de vastes étendues de forêts en Asie du Sud-Est. L'actuelle dynamique de « transition énergétique » déclenche aujourd'hui une nouvelle vague d'activités à l'origine d'une déforestation accrue dans la région. Pendant ce temps, les programmes de conservation des forêts rejettent la responsabilité de la déforestation sur les communautés dépendantes des forêts.

On parle beaucoup d'« énergie » aujourd'hui, mais le mot et le concept sont des inventions relativement récentes. Le concept d'« énergie » tel que nous le connaissons aujourd'hui a été élaboré il y a seulement quelques centaines d'années. Des entrepreneurs ont compris qu'ils pouvaient utiliser les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) pour accroître la productivité de leurs machines, mieux contrôler leur main-d'œuvre et accumuler du capital. La richesse des personnes les plus riches de la planète repose sur l'utilisation massive des combustibles fossiles. Cette richesse s'est construite au prix de destructions sociales et écologiques. (1)

La « transition énergétique » ne remet pas en question cette conception de l'« énergie ». Elle ne remet pas en cause l'exploitation structurelle des territoires et des populations qui est indissociable de ce concept. Les destructions sociales et écologiques que subissent les communautés dépendantes des forêts du fait des projets énergétiques se poursuivent pratiquement de la même manière à l'ère de la « transition énergétique », qui a surtout créé de nouvelles opportunités d'accumulation de capital pour les bénéficiaires du capitalisme fondé sur les combustibles fossiles. Pourtant, ses promoteurs la présentent comme la voie vers un avenir plus propre. Les investisseurs qui se sont enrichis grâce aux combustibles fossiles investissent désormais également dans les opportunités commerciales lucratives offertes par la nouvelle vague de projets énergétiques. Cela leur permet aussi de « verdir » leur image (voir l'encadré sur Adaro ci-dessous).

L'Asie est devenue la région la plus industrialisée et la plus grande consommatrice d'énergie dans le monde. Une nouvelle vague de projets énergétiques liés à la « transition énergétique » est en train de provoquer une déforestation massive, notamment en Asie du Sud-Est. Sans prétendre dresser un tableau complet, cet article donne un aperçu de la manière dont les projets énergétiques affectent les forêts et les populations forestières en Asie du Sud-Est, et des menaces qu'ils font peser sur eux.

Extraction du charbon

L'Indonésie est le principal pays producteur de charbon d'Asie du Sud-Est, et ce combustible demeure la principale source de production d'électricité dans la région. Depuis 2020, la production de charbon indonésienne augmente chaque année et a atteint en 2024 un nouveau record de 831 millions de tonnes. (2) Ce seul fait suffit à montrer que la prétendue « transition énergétique » relève de l'illusion.

Les principales destinations d'exportation sont la Chine et l'Inde. Dans ces pays, le charbon est incorporé dans des biens manufacturés destinés au monde industrialisé, tout comme d'autres projets énergétiques orientés vers l'exportation mentionnés ci-dessous.

L'exploitation du charbon constitue également l'un des principaux moteurs de la déforestation. En 2025, JATAM, un réseau indonésien de lutte contre l'exploitation minière a signalé que, dans la province du Kalimantan oriental, les activités minières – et en particulier l'extraction du charbon – constituaient la principale cause de déforestation, responsable de la destruction de 4,2 millions d'hectares de forêts. (3) La réglementation provinciale oblige les sociétés minières à restaurer les sites d'extraction ; cependant, la plupart ne respectent pas leur obligation légale de reboisement. Selon des informations de presse, environ 1 700 mines à ciel ouvert auraient été abandonnées avant que les travaux de restauration requis ne soient effectués. (4)

Si l'Indonésie est le principal producteur de charbon en Asie du Sud-Est, la Chine et l'Inde sont les principaux producteurs mondiaux. Selon les données officielles, dans les États indiens du Chhattisgarh, du Jharkhand et du Madhya Pradesh, les districts riches en forêts où se trouvent des mines de charbon ont perdu 51 900 hectares de plus que les districts dépourvus de mines de charbon. (5)

Barrages hydroélectriques

Tout au long des 5 000 km du Mékong et de ses affluents, trois décennies de construction de barrages hydroélectriques ont détruit de vastes superficies forestières. Des intérêts étatiques et privés, notamment chinois et thaïlandais, instrumentalisent la « transition énergétique » pour promouvoir et justifier la construction de nouveaux barrages. Des activistes alertent sur le fait qu'une « bataille finale » pour sauver le Mékong est en cours, les dernières annonces de nouveaux méga-barrages risquant d'aggraver encore la destruction du fleuve. (6)

En Indonésie, le gouvernement prévoit d'utiliser l'hydroélectricité pour augmenter la part des énergies dites renouvelables dans le mix énergétique indonésien. Deux projets prioritaires de barrages hydroélectriques, situés dans la province du Kalimantan du Nord, menacent une région forestière que des ONG de conservation telles que le WWF qualifient de « Cœur de Bornéo ». Il s'agit de la centrale hydroélectrique de Mentarang Induk, d'une capacité de 1,3 GW, déjà en construction, et de la centrale hydroélectrique de Kayan, d'une capacité de 9 GW, encore en phase de développement. (7)

Le cas d'Adaro : « transition verte », « greenwashing » et déforestation

Le groupe Adaro est l'une des principales sociétés charbonnières d'Indonésie. Cependant, à l'heure de la « transition énergétique », Adaro se présente comme une entreprise « verte », alors qu'en réalité, elle ne fait qu'accroître son propre impact en matière de déforestation. Garibaldi « Boy » Thohir, directeur général et copropriétaire d'Adaro, dirige le consortium chargé de la construction de la zone industrielle verte KIH1 dans le Kalimantan du Nord. L'ancien président indonésien Jokowi l'a qualifiée de « plus grande zone industrielle verte du monde », en référence aux panneaux solaires et aux batteries pour véhicules électriques qui y seront produits. Cela permet de passer sous silence la destruction des 30 000 hectares de terres, dont des forêts, nécessaires à l'implantation de cette zone industrielle. (8) Adaro détient également des participations dans l'une des installations industrielles de KIH1, PT Kalimantan Aluminium Industry. Cette société prévoit de transformer la bauxite issue du Kalimantan occidental, où l'extraction de ce minerai contribue fortement à la déforestation. (9) Afin de répondre à l'énorme demande en électricité liée à l'électrolyse de l'aluminium, Adaro est devenu copropriétaire à 50 pour cent du projet de barrage hydroélectrique de Mentarang, tout en construisant parallèlement une centrale au charbon destinée à subvenir aux besoins énergétiques de la fonderie. (10)

Extraction du nickel

Le nickel est essentiel à la « transition énergétique ». Il constitue un composant clé des batteries lithium-ion utilisées pour alimenter les véhicules électriques et les dispositifs de stockage d'énergie dite renouvelable. En 2023, des milliers de villageois de l'île d'Halmahera, dans la province indonésienne des Moluques du Nord, se sont heurtés aux forces de sécurité lorsqu'ils ont occupé les installations de la société PT IWIP (Weda Bay Industrial Park), l'épicentre de l'industrie indonésienne du nickel. Les habitants protestaient contre la destruction de la zone karstique de Boki Marure, un territoire forestier que les communautés protègent depuis des générations. (11)

L'Indonésie possède environ la moitié des réserves mondiales de nickel. Parmi les nombreuses communautés touchées figure celle des O'Hongana Manyawa, l'un des derniers peuples nomades d'Indonésie. O'Hongana Manyawa signifie « Peuple de la forêt ». L'un de ses membres déclare : « Si cela continue ainsi, les forêts d'Halmahera seront détruites. Les arbres seront abattus ; les animaux seront chassés et mourront car leurs habitats auront été entièrement rasés. Alors où vivrons-nous ? » (12) Selon une étude, en 2024, l'industrie indonésienne du nickel avait déjà détruit au moins 75 000 hectares de forêts. (13)

Les Philippines sont l'autre grand producteur de nickel d'Asie du Sud-Est. L'Alliance pour mettre fin à l'exploitation minière (Alyansa Tigil Mina) dénonce le fait que l'île de Palawan, avec ses vastes zones forestières, notamment ses mangroves, soit devenue l'une des principales régions d'extraction du nickel, en violation des lois protégeant les forêts et malgré l'opposition des communautés autochtones à l'exploitation minière. (14) Un membre de la communauté explique : « C'est toute notre culture qui a été affectée, parce que l'environnement est détruit. Selon nos croyances, des esprits vivent dans les montagnes, et ils sont en colère parce que leurs demeures, les arbres et les forêts, sont détruits. » (15)

À Santa Cruz, dans la province de Zambales, quatre grandes sociétés d'extraction de nickel sont en activité. Un habitant témoigne : « Avant l'exploitation du nickel, les montagnes étaient couvertes d'arbres. Nous vivions exclusivement de la culture de légumes, notamment de légumes-racines. Il faisait bon vivre à cette époque. » Un autre ajoute : « Ces sociétés éventrent littéralement la montagne et rasant les arbres qui nous protégeaient des inondations. Maintenant, quand il pleut, tout est inondé. » (16)

La région de Caraga est l'épicentre de l'extraction du nickel aux Philippines. Une pêcheuse témoigne : « Avant, lorsqu'il y avait une tempête, l'eau de mer ne remontait pas dans le réseau fluvial et les arbres atténuaient la force du vent. La couverture forestière était très dense, ce qui nous protégeait des tempêtes. Aujourd'hui, les grosses vagues pénètrent à l'intérieur des terres et les inondations sont plus graves. L'eau qui ruisselle des mines charrie de la boue, tandis que des vents plus violents s'abattent sur le village. » Un pêcheur ajoute : « La boue empoisonne les mangroves, et certaines d'entre elles sont mortes. Ils essaient de les replanter, mais elles ne repoussent pas. » (17)

Exploitation minière des « terres rares »

L'exploitation des minerais dits de « terres rares » concerne l'extraction de 17 métaux. Contrairement à ce que leur nom suggère, ces gisements ne sont pas réellement rares, mais

dispersés, ce qui rend leur extraction coûteuse. En tant que composants des éoliennes et des véhicules électriques, ces éléments sont essentiels à la « transition énergétique ». Le Myanmar est le principal pays d'Asie du Sud-Est en matière d'exploitation de terres rares, suivi par la Thaïlande, le Vietnam et la Malaisie, le Vietnam disposant des plus grandes réserves connues de la région. (18)

Dans l'État Kachin, au nord du Myanmar, l'essor de l'exploitation minière des « terres rares » a déjà provoqué des impacts graves (voir l'article dans ce bulletin), notamment plus de 30 000 hectares de déforestation sur la période 2018-2024. Selon un porte-parole : « On observe [également] une augmentation notable de la déforestation depuis environ 2018, avec des hausses particulièrement marquées autour des zones minières en raison de la construction de routes, du défrichement pour les activités d'extraction et de l'abattage généralisé d'arbres pour le bois de chauffage ou pour sécher les boues de terres rares. » (19)

Bioénergie

En Indonésie, des organisations ont averti dès 2021 que 10 millions d'hectares de forêts étaient menacés par la demande énergétique du Japon, de la Corée du Sud et de l'Indonésie sous forme de biomasse ligneuse. Ces trois pays prévoyaient d'augmenter l'utilisation de granulés de bois pour une co-combustion dans les centrales à charbon. (20) Un rapport de 2024 sur la déforestation liée à la biomasse ligneuse et la mise en place de plantations d'arbres destinées à la production d'énergie dans les régions du Kalimantan, du Sulawesi et de la Papouasie, met en évidence une augmentation spectaculaire des volumes d'exportation de biomasse ligneuse. (21)

Les plantations industrielles de palmiers à huile fournissent le principal produit d'exportation de l'Indonésie, l'huile de palme. Elles sont responsables de millions d'hectares de déforestation. Le dernier prétexte invoqué pour justifier cette expansion est désormais l'usage national du biodiesel. Une augmentation de 66 pour cent de la déforestation en 2025 par rapport à 2024, pourrait être liée à la politique gouvernementale visant à développer l'utilisation du biodiesel, en le mélangeant à 50 pour cent avec du diesel conventionnel. La Papouasie occidentale est devenue la nouvelle frontière de l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Indonésie. (22)

Papouasie : la nouvelle frontière de la déforestation

À la suite de la colonisation, l'île de Papouasie a été divisée en une partie occidentale contrôlée par l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un État indépendant situé sur la partie orientale de l'île. La Papouasie concentre la plus grande étendue forestière encore intacte et la plus diversifiée d'Asie du Sud-Est, et abrite de nombreux peuples autochtones. Mais elle est aussi fortement menacée par des projets liés à l'énergie.

En Papouasie occidentale, le gouvernement indonésien a adopté une tactique pour détruire de vastes zones forestières sans que cette destruction apparaisse comme une « déforestation » dans les statistiques de suivi : il a reclassé ces terres en zones « non forestières ». Il s'agit d'une pratique courante, notamment lorsqu'elle profite aux sociétés industrielles d'huile de palme. (23) Une autre tactique consiste à tenter de qualifier de forêts les plantations de palmiers à huile en monoculture. Par exemple, le président a affirmé que les plantations de palmiers à huile sont des forêts parce que « les palmiers à huile sont des arbres (...) ils ont des feuilles (...) Nous n'avons pas besoin d'avoir peur de ce qu'on appelle – comment dit-on déjà – la déforestation, n'est-ce pas ? ». (24)

Le plus grand projet de déforestation en Papouasie occidentale, et probablement au niveau mondial, est le projet stratégique national de Merauke. (25) Sur plus de 2 millions d'hectares alloués par le gouvernement indonésien à ce projet, 560 000 hectares seraient transformés en plantations de canne à sucre, entre autres, pour produire du bioéthanol. Le gouvernement prévoit d'imposer un mélange obligatoire de 10 pour cent d'éthanol dans l'essence. (26) Une autre menace majeure qui pèse sur les forêts de Papouasie est le projet, vieux de plusieurs décennies, du gouvernement

indonésien visant à construire le complexe hydroélectrique sur le fleuve Mamberano. S'il était construit, il pourrait devenir le plus grand complexe hydroélectrique du monde, capable d'alimenter de nombreuses méga-industries dans des zones économiques spéciales. Il constituerait une véritable « condamnation à mort » pour les forêts et les peuples autochtones de Papouasie.

Dans la province du Golfe en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la société pétrolière française TotalEnergies prévoit un projet massif de gaz fossile liquéfié comprenant des puits de production, un pipeline et des installations de traitement. (27) Le gouvernement prévoit également de porter à 1,5 million d'hectares d'ici 2030 la superficie des plantations industrielles de palmiers à huile, parallèlement au développement d'usines de production de biodiesel. (28)

Exploitation géothermique

En Indonésie, des forêts intactes, légalement protégées, ont été ouvertes à l'exploitation géothermique. Une loi approuvée en 2014 considère l'exploitation géothermique comme une activité « non minière ». De nombreuses communautés dépendantes des forêts de l'archipel luttent désormais contre les sociétés de forage qui forent à la recherche de sites d'exploitation potentiels au sein de forêts primaires, par exemple sur l'île de Flores. (29)

Quand la conservation des forêts entraîne davantage de déforestation

Les plans gouvernementaux de conservation des forêts en Asie du Sud-Est reposent de plus en plus sur les marchés du carbone et les mécanismes de compensation, transformant la protection des forêts en une opportunité économique supplémentaire. Chaque fois que ces plans sont mis en œuvre, leurs promoteurs ont tendance à rejeter la responsabilité de la déforestation sur les communautés dépendantes des forêts. En revanche, les facteurs de la déforestation à grande échelle décrits dans cet article sont souvent passés sous silence ; lorsqu'ils sont mentionnés, ils sont décrits comme des incidents regrettables. Les restrictions ne ciblent pas cette destruction à grande échelle liée aux projets énergétiques, mais bien l'agriculture traditionnelle et les moyens de subsistance des paysans et des communautés dépendantes de la forêt.

En Indonésie, l'un des premiers programmes REDD+ juridictionnels a été mis en œuvre entre 2019 et 2024 dans la province du Kalimantan oriental. D'une part, ce programme soutenu par la Banque mondiale n'a pas limité les activités des plantations industrielles de palmiers à huile, ni celles des secteurs forestier et minier. (30) D'autre part, les communautés autochtones qui protègent et dépendent des forêts ont subi de fortes restrictions. La communauté autochtone Dayak Bahau de Long Sun, par exemple, lutte pour la reconnaissance de ses droits ancestraux sur les terres et les forêts dont elle dépend. Elle rapporte avoir subi des restrictions imposées dans le cadre du programme REDD+ juridictionnel, entraînant notamment une perte d'accès aux forêts dont les femmes dépendent particulièrement. L'utilisation du feu pour préparer les champs à la plantation en forêt et l'abattage d'arbres pour servir de matériaux de construction ont également été interdits. Une femme du village explique que sa communauté possède des pratiques et savoirs développés depuis plusieurs siècles et qui ne détruisent pas la forêt. Lorsque des brûlis sont effectués, des rituels spécifiques sont réalisés afin que le feu ne se propage pas. Elle affirme : « Je pense que les meilleurs gardiens des forêts sont les communautés autochtones. » (31)

Remarques finales

Cet article décrit les liens entre les projets énergétiques et la déforestation en Asie du Sud-Est. Bien

qu'incomplet, il met en évidence l'ampleur des destructions causées par la déforestation massive résultant de ces projets énergétiques, qu'ils soient liés aux énergies fossiles ou aux énergies dites « propres ». Il montre ainsi que la « transition énergétique » construit tout sauf un avenir plus « propre ».

Cette dynamique de « transition énergétique » est de plus en plus imbriquée avec une expansion de la conservation militarisée en Asie du Sud-Est à travers les politiques et les programmes gouvernementaux : les objectifs de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), comme l'objectif de conservation 30x30 visant à protéger 30 pour cent des terres d'ici 2030 dans des aires protégées, ainsi que les initiatives dites de « solutions fondées sur la nature » du secteur privé. Il est donc fondamental et urgent de mener un débat sur ce que recouvrent réellement l'énergie et la transition énergétique.

Face à la pression croissante sur les territoires des populations, il est également urgent de renforcer le soutien aux communautés confrontées à l'ensemble de ces projets et menaces. Non seulement pour appuyer leurs luttes en défense de leurs territoires et de leurs forêts, mais aussi pour construire dans la région des alliances et des mouvements de résistance plus forts.

Secrétariat international du WRM

Références :

- (1) WRM, 2025. La racine du problème : il nous faut parler d'énergie
- (2) Wikipedia. Liste des pays par production de charbon
- (3) KOMPAS.TV, 2025. Déforestation de Kaltim Capai 4 Juta Hektare, JATAM Soroti Dampak Lingkungan
- (4) Mongabay, 2025. Indonesian civil society urges probe after payout for mine recovery that never happened
- (5) WRM, 2019. Inde : l'exploitation minière, la déforestation et l'argent de la conservation
- (6) WRM, 2022. « Le commerce de l'énergie ou notre vie » : La lutte contre les barrages sur le cours principal du Mékong
- (7) Nugal Ecologica Indonesia et WRM, 2026. Le barrage hydroélectrique de Mentarang-Kalimantan en Indonésie : De l'électricité pour qui ?
- (8) WRM, 2023. Le parc industriel KIPi révèle le vrai visage sale et destructeur de la transition « verte » de l'Indonésie.
- (9) Mighty Earth, 2024. The impact of the Bauxite boom on people and planet
- (10) Les barrages hydroélectriques de Mentarang et de Kayak fourniront également de l'énergie à la nouvelle capitale indonésienne, IKN, située dans le Kalimantan oriental et qualifiée de ville « intelligente, verte et forestière ». Voir : WRM, 2023. Nouvelles capitales, déforestation et apartheid social : parallèles entre le Brésil et l'Indonésie.
- (11) WRM, 2023. Indonésie : Protests against mining for electric vehicles
- (12) IWGIA, 2025. Nickel for Electric Vehicles threatens key forests and the last nomadic tribes in Indonesia
- (13) Mighty Earth, 2024. From forests to electric vehicles
- (14) Alyansa Tigil Mina, 2026. UnderMiningRights: mining-induced human rights violations and environmental destruction
- (15) Amnesty International, 2025. Philippines: What do we get in return? How the Philippines nickel boom harms human rights
- (16) Ibid
- (17) CRI, 2025. "Broken Promises" Philippines Nickel Mining Causes Rights Abuses and Increases Climate Vulnerability
- (18) Eco-business, 2025. Southeast Asia's potential role in rare earth elements diversification

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- (19) Mongabay, 2025. Satellite data show burst of deforestation in Myanmar rare earth mining hotspots
- (20) FWI, 2024. Report: Wood Energy Boom Threatens Southeast Asian Forests and Communities
- (21) Mongabay, 2024. Indonesian forests put at risk by South Korean and Japanese biomass subsidies
- (22) Mongabay, 2026. Indonesia's deforestation surges 66% in 2025, reversing years of decline
- (23) WRM, 2020. Indonésie : REDD +, le financement européen en faveur du développement et « l'économie bas-carbone »
- (24) Mongabay, 2026. Indigenous communities oppose Papua forest rezoning for palm oil
- (25) WRM. Indonésie : Stop au projet stratégique national de Merauke !
- (26) Greenpeace, 2025. Sweet Promises, Bitter Reality: Inside the Merauke Sugarcane Project
- (27) Total Energies. The Papua LNG project
- (28) Global Witness, 2021. The true price of palm oil
- (29) Mongabay, 2026. Indonesia's deforestation surges 66% in 2025, reversing years of decline
- (30) WRM, 2024. Comment le programme REDD juridictionnel en Indonésie menace les forêts et profite aux ONG : le cas du Kalimantan oriental
- (31) Mongabay, 2025. Tolak Proyek Karbon, Masyarakat Long Isun Surati Bank Dunia

Brésil : relance des énergies fossiles et la menace d'un autre gazoduc en Amazonie

Le Brésil envisage d'augmenter sa production de gaz dans les années à venir et d'investir des milliards de reais dans les infrastructures du secteur. Parmi les projets prévus figure un gazoduc qui pourrait traverser des centaines de kilomètres de la forêt amazonienne, stimuler les activités industrielles prédatrices et impacter plusieurs communautés.

L'une des mesures prises par le gouvernement brésilien pour faire avancer la soi-disant « transition énergétique » semble ironique, mais elle est pourtant réelle : accroître l'utilisation d'un combustible fossile, le gaz « naturel ». Pilier stratégique de cette « transition », Energy Research Company (EPE), liée au gouvernement fédéral, propose, d'ici 2034, de doubler la production de gaz dans le pays et d'investir jusqu'à 140 milliards de reais (27,6 milliards de dollars nord-américains) dans des projets d'infrastructures pour le secteur. (1) Parmi ces projets figurent 27 gazoducs de transport qui relient différents États du pays. L'un d'eux attire l'attention en raison de son extension et du fait qu'il se situe principalement dans le biome amazonien. Le gazoduc qui pourrait relier la municipalité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État du Maranhão, à celle de Barcarena, dans l'État du Pará, devrait avoir une longueur de 677 km kilomètres et pourrait transformer des centaines de kilomètres de forêt amazonienne fermée en un grand chantier de construction, impactant plusieurs communautés qui vivent autour du gazoduc.

Au niveau mondial, le Brésil est un petit acteur dans le secteur gazier : en 2024, il se trouvait à la 29^e place du classement des pays producteurs de cette source d'énergie fossile. (2) Mais pourquoi un pays qui se vante que les sources renouvelables représentent 50 pour cent de sa matrice énergétique investirait-il dans le développement d'une source d'énergie fossile sous prétexte de transition énergétique ? (3)

Sans surprise, le lobby dans ce secteur est fort et de nombreuses entreprises peuvent bénéficier de ce boom. Au Brésil, une partie de l'exploitation, du traitement et du transport du gaz a été privatisée ces dernières années ; de plus, les entreprises privées dominent déjà une partie importante de l'ensemble de la chaîne gazière – en mettant l'accent sur Eneva, le plus grand opérateur gazier privé du pays. (4) Bien qu'il s'agisse d'un scénario marqué par des conflits entre différents groupes économiques, il y a quelque chose qui semble les unir, y compris le gouvernement lui-même : le discours sur le rôle clé du gaz « naturel » comme « carburant de transition ».

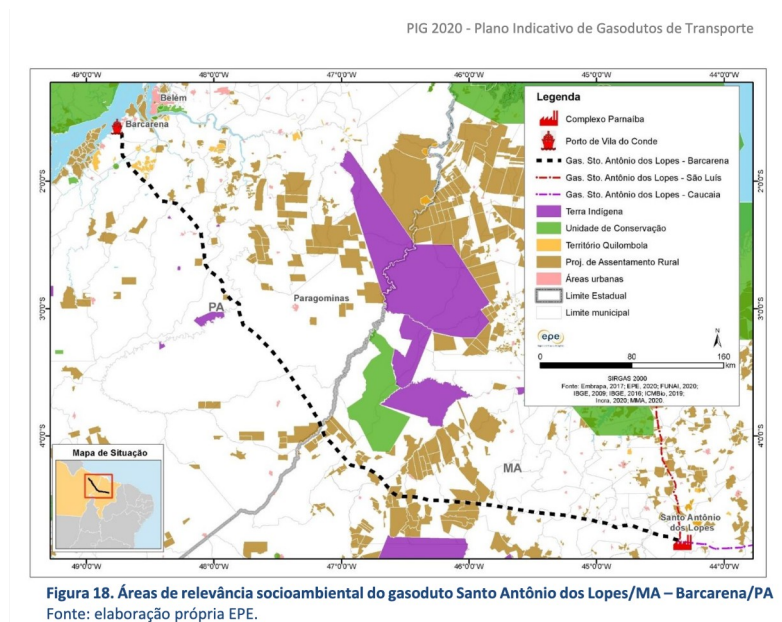
Le terme « naturel » dans la dénomination contribue à cet objectif, car il sert en quelque sorte à dissimuler le fait que ce gaz est également un combustible fossile et – soyons honnêtes – aussi naturel que le pétrole lui-même. En fait, dans la plupart des cas, les deux se trouvent dans les mêmes gisements et sont extraits ensemble. (5) Mais, en tant que combustible fossile, la combustion de ce gaz figure parmi les principales causes du réchauffement climatique. L'idée de « transition énergétique » figure dans le discours des représentants du secteur des énergies fossiles, mais ils savent qu'elle n'existe pas. (6) Le PDG d'Eneva a lui-même déclaré dans une interview : « le monde n'a jamais connu de véritable transition énergétique ; il a subi des ajouts énergétiques ». (7) Mais il renforce par la suite l'importance du gaz pour cette soi-disant transition qui, comme il le suggère lui-même, n'aura jamais lieu.

Comme toujours, ceux qui paieront le prix de l'expansion de cette source d'énergie fossile seront les différentes communautés qui pourraient être touchées par la construction de gazoducs, l'augmentation des zones d'extraction de gaz et le souffle que ce combustible donnera à l'industrialisation. Un aperçu du gazoduc qui pourrait être construit dans la zone de la forêt amazonienne donne des indications sur certains des principaux acteurs privés intéressés par l'essor du marché du gaz au Brésil et les impacts que cela pourrait provoquer.

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena : une forêt et beaucoup de gens dans le chemin

Le gazoduc de transport prévu pour relier la municipalité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État du Maranhão, à celle de Barcarena, dans l'État du Pará, a déjà fait l'objet de différentes propositions de tracé. Le plus récent fait partie du Plan indicatif des gazoducs de transport (PIG), publié par Energy Research Company. (8) Ce document est un élément important pour attirer et orienter les investissements d'un milliard de dollars prévus dans les infrastructures du secteur.

D'après ce document, le gazoduc doit avoir une longueur de 677 km et son installation nécessite une bande de 20 mètres de large. Dans l'Etat de Maranhão, l'itinéraire traverse une région de transition entre les biomes de la forêt amazonienne, du Cerrado et de la Caatinga. Au fur et à mesure que l'on progresse vers Pará, la végétation acquiert les caractéristiques de la forêt amazonienne, qui est le biome prédominant du parcours proposé. Le gazoduc a été projeté dans une région qui englobe des unités de conservation, de végétation indigène, de zones inondables et de terres indigènes, telles que les terres indigènes de l'Alto Rio Guamá, de l'Alto Turiaçu, des Awá et des Caru.



Dernier tracé proposé pour le gazoduc, présenté par EPE en 2020

Sur 98 pour cent de ce tracé, il serait nécessaire de créer une nouvelle piste, c'est-à-dire de défricher des terres pour installer le gazoduc. Environ 264 km de cette nouvelle piste traverseraient une zone

de forêt amazonienne intacte. Le seul gazoduc d'envergure similaire déjà construit en Amazonie relie les municipalités d'Urucu et de Coari à Manaus, la capitale de l'État d'Amazonas. Sa construction met en lumière certains impacts susceptibles de se reproduire. Des dizaines de représentants des communautés atteintes ont dénoncé le manque de transparence du processus préalable aux travaux, ainsi que les dégâts considérables qu'ils ont engendrés : (9) Ouverture d'au moins 32 clairières et routes parallèles pour permettre les travaux en forêt dense ; circulation d'engins lourds qui ont bloqué les sources d'eau potable utilisées par les communautés ; obstruction des affluents, entraînant une forte diminution des populations de poissons, entre autres. Sans compter l'explosion démographique dans les villes de la région, induite par les travaux, et les fuites déjà constatées sur ce gazoduc. La population locale n'a rien hérité du projet, si ce n'est ses conséquences. Pour de nombreuses communautés, ces impacts socio-environnementaux représentent une rupture avec leurs modes de vie traditionnels, engendrant des traumatismes collectifs et individuels difficiles à surmonter.

Quant aux 2 pour cent restants du tracé, soit 13 km, ils emprunteront la même bande de terrain que celle où passe déjà une partie de l'oléoduc minier de Norsk Hydro, dans l'État du Pará. Dans un manifeste contre cet oléoduc, publié en 2024, les peuples autochtones, riverains et quilombolas de la vallée de l'Acará ont dénoncé les conséquences de ce type de construction : des centaines d'arbres déracinés ; au moins 20 cours d'eau comblés par les gigantesques pelles mécaniques d'Hydro ; la présence ostentatoire des forces de police pour protéger et garantir le projet ; l'installation de lignes de transport d'électricité pour alimenter les infrastructures de l'oléoduc ; la contamination et la pénurie d'eau ; et la criminalisation des leaders opposés au projet. « Pourquoi devons-nous payer de nos vies, de notre culture et de notre biodiversité pour un projet qui ne sert qu'à enrichir des étrangers et les partenaires d'une entreprise située à l'autre bout du monde ? », s'enquerraient-ils. (10)



Travaux du minéroduct de Hydro destiné au transport de bauxite en Amazonie brésilienne (Photo : Mouvement IRQ)

Dans la municipalité de Moju, dans l'État du Pará, il gazoduc passe à moins de 3 km de quatre territoires quilombolas. (11) Plusieurs communautés quilombolas ont été reconnues après l'élaboration du projet ; ce nombre pourrait donc être plus élevé et il est même possible que le tracé traverse certains de ces territoires.

De plus, dans la région où le projet doit être mis en œuvre, au moins 11 projets d'aménagement rural seraient traversés par le gazoduc. (12) Les conséquences sont loin d'être négligeables. Les agriculteurs dont les terres étaient utilisées par le gazoduc Urucu-Coari-Manaus, par exemple, ont dû céder une bande de terre de 50 mètres de large. En contrepartie, ils ont reçu une compensation dérisoire (certains n'ont même pas atteint 10 mille reais – soit 2 mille dollars – en 2006) et se sont vu interdire, entre autres, de pratiquer leur agriculture traditionnelle utilisant le feu, en raison du risque d'explosion. (13) « Aujourd'hui, pour nous, le risque est très élevé car nous sommes encerclés [par les gazoducs]. Si un incident se produit, personne ne pourra s'échapper. Il est désormais interdit de mettre le feu à quoi que ce soit. Cela nous a beaucoup affectés. Avant, nous cultivions du maïs, de la mauve, mais aujourd'hui, c'est impossible. Personne ne peut y mettre le feu, et l'agriculteur devrait pouvoir défricher le terrain et y mettre le feu », déplore l'un de ces agriculteurs pour qui la peur est devenue une habitude quotidienne. (14)

Finalement, où en est ce projet ?

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena figure dans le Plan indicatif des gazoducs de transport (PIG) comme étant « en cours d'autorisation » (15). Selon ce document, ce statut lui est attribué car son tracé est similaire à celui du gazoduc Pará, un projet plus ancien dont la procédure de régularisation avait déjà été entamée. Le gazoduc Pará, proposé par une société du groupe Termogás, avait même obtenu de l'agence fédérale compétente l'autorisation de construire. En 2007, il était en cours d'évaluation environnementale, mais cette procédure n'a pas abouti (16). À l'époque, le lobbying en faveur du projet de gazoduc n'avait pas suffi à le faire démarrer.

Le groupe Termogás appartient à Carlos Suarez, surnommé le « roi du gaz », qui est l'un des principaux lobbyistes œuvrant pour la construction de gazoducs dans le pays. (17) Gasmar et Gás do Pará, sociétés de distribution de gaz respectivement situées dans les États du Maranhão et du Pará, font également partie de sa société holding et seraient reliées par le gazoduc. Ces deux dernières années, suite à des projets liés au développement du gaz, les deux États ont promulgué des lois controversées concentrant le monopole de la distribution de gaz entre les mains des sociétés susmentionnées du « Roi du gaz » – dont les États sont également actionnaires.

Les impacts d'un projet de cette ampleur dépassant la simple construction des gazoducs, il est important d'envisager les conséquences à ses extrémités.

L'extrémité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État de Maranhão

La municipalité de Santo Antônio dos Lopes est située dans le bassin du Parnaíba, le deuxième plus grand bassin terrestre de gaz « naturel » du Brésil, ce qui est un fardeau pour de nombreuses communautés environnantes. Depuis 2013, avec l'installation des premières centrales thermoélectriques d'Eneva, par exemple, la communauté traditionnelle de Demanda a été déplacée de son territoire. Six mille palmiers babassu ont été abattus ; les cueilleurs de noix de coco des communautés traditionnelles ont été empêchés de perpétuer leur mode de vie et d'accéder aux

plantations de babassu et aux cours d'eau des zones privatisées ; et plusieurs agriculteurs ont été empêchés de travailler sur leurs terres en raison du risque d'explosion. (18)

Ces impacts pourraient s'intensifier avec la construction du gazoduc prévu, car cela impliquerait une extraction de gaz accrue. Outre le gazoduc vers Barcarena, trois autres gazoducs sont prévus par le Plan indicatif des gazoducs de transport, dont l'un aboutirait à Santo Antônio dos Lopes. (19)

Eneva, dont le principal actionnaire est la banque BTG, domine l'exploitation et la production de gaz dans le bassin de Parnaíba. Elle détient les droits de concession sur 15 blocs dans le bassin, qui couvrent au total une superficie de plus de 3 millions d'hectares.

Actuellement, la majeure partie du gaz extrait du bassin de Parnaíba est utilisée pour alimenter le complexe thermoélectrique de Parnaíba, propriété d'Eneva. Le surplus est acheminé par camion principalement vers l'usine de pâte à papier de Suzano à Imperatriz (20) et vers l'usine de granulés de Vale à São Luís, capitale de l'État de Maranhão. Eneva investit également dans la création d'un « couloir vert » destiné à approvisionner en gaz les camions des entreprises agroalimentaires de la région de Matopiba (qui englobe les États de Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia).

L'avantage que procure le gaz à ces entreprises doit également être pris en compte parmi ses impacts. Outre l'approvisionnement énergétique, le gaz leur permet de présenter dans leurs rapports la « responsabilité environnementale » tant exigée par le marché de la consommation, tout simplement parce qu'il est moins polluant que les autres combustibles fossiles. Suzano, l'une des plus grandes entreprises de pâte à papier au monde, qui a fait l'objet de nombreuses accusations de déforestation et de violation des droits des communautés dont elle s'approprie les territoires pour planter des eucalyptus, trouve dans le gaz un nouvel allié pour se présenter comme un acteur « positif pour le climat ». (21) Vale, dont les mines ouvrent d'immenses clairières au cœur des forêts et dont les ruptures de barrages de résidus miniers à Mariana et Brumadinho continuent de faire des ravages et d'engendrer des pertes humaines et des dégâts socio-environnementaux sans précédent, utilise ce gaz pour annoncer qu'elle se rapproche de son objectif « zéro carbone ». Quant à l'agro-industrie de Matopiba, responsable de la concentration des terres, de la déforestation du Cerrado et des conflits fonciers, elle pourrait exporter ses produits en revendiquant une « réduction de son empreinte carbone », simplement parce que les camions qui transportent ses céréales roulent au gaz. Il convient également d'ajouter à ce catalogue d'« écoblanchiment » pratiqué par le principal actionnaire d'Eneva, la banque BTG, l'un des plus importants projets de compensation carbone au monde par le biais du « reboisement ». Grâce à des zones de « reboisement » – souvent des plantations d'eucalyptus –, ils vendent des crédits carbone à de grandes multinationales afin qu'elles puissent continuer à polluer tout en se présentant comme « neutres en carbone ». (22)

Étant donné que le gaz extrait du bassin du Parnaíba est actuellement presque entièrement consommé par les activités susmentionnées, la construction du gazoduc reliant Santo Antônio dos Lopes à Barcarena dépendrait, en partie, de la confirmation de l'existence « probable » de la réserve de gaz. À cette fin, Eneva prévoyait d'exploiter la présence de gaz dans 11 blocs d'ici 2028, dont 5 dès cette année, 2026 (23). Or, ce processus a déjà accumulé de nombreuses infractions. Certains de ces blocs, pour lesquels Eneva a obtenu l'autorisation de forer, chevauchent au moins cinq territoires quilombolas et, pour l'un d'eux, plus de 75 pour cent du territoire indigène Krenyê (24). Récemment, suite à une action du parquet fédéral, Eneva a renoncé à une partie de ces blocs (25).

Faute de cette vérification et en l'absence d'un excédent de gaz significatif, le projet initial de gazoduc pour transporter le gaz du bassin du Parnaíba à Barcarena a failli être abandonné par le gouvernement. Cependant, l'inauguration d'un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) à Barcarena a changé la donne. Le gazoduc a alors été conçu pour être bidirectionnel, et le gaz pouvant également être acheminé de Barcarena vers la région des centrales thermoélectriques d'Eneva pourrait servir de filet de sécurité pour garantir leur fonctionnement. Ce qui a permis de maintenir le projet de gazoduc à l'ordre du jour, lequel figure toujours dans le Plan indicatif pour les gazoducs de transport le plus récent, publié en 2025.

L'extrémité de Barcarena, dans l'État de Pará

La municipalité de Barcarena, située au cœur de la forêt amazonienne, est devenue un pôle industriel majeur pour le développement du gaz dans le nord du pays. L'inauguration, en 2024, du premier terminal de regazéification de GNL de la région a été saluée en grande pompe par les autorités locales et fédérales, qui ont annoncé une « nouvelle ère énergétique », « plus propre et plus durable » (26).

Le terminal appartient à la société américaine New Fortress Energy (NFE) et reçoit des navires chargés de gaz liquéfié importé pour le regazéifier. Actuellement, ce gaz est principalement destiné à deux fins : la centrale thermique de Novo Tempo et Alunorte.

Cette centrale thermique appartient à NFE, mais sera exploitée par sa filiale Celba. Installée à Barcarena. Sa mise en service est prévue pour 2026.

Quant à Alunorte, la plus grande raffinerie d'alumine au monde hors de Chine, c'est une filiale de la multinationale norvégienne Hydro et utilise le même gazoduc dénoncé par les habitants de la vallée d'Acará. Le raffinage de l'alumine, matière première de l'aluminium, est une activité industrielle énergivore. En remplaçant une partie du fioul utilisé par Alunorte par du gaz (27), Hydro peut pratiquer des prix plus élevés sur le marché international pour son « alumine et aluminium bas carbone » et promouvoir son soi-disant « aluminium vert » (28). Et ce, malgré les nombreux conflits qui opposent Alunorte aux communautés traditionnelles en raison des graves impacts socio-environnementaux de ses activités. Un exemple en est le déversement fréquent de « boue rouge », un résidu extrêmement toxique rejeté par l'entreprise – sans parler des impacts causés par d'autres filiales d'Hydro dans la région. (29)

Outre le gazoduc prévu pour relier Barcarena à Santo Antônio dos Lopes, un autre projet de gazoduc est en cours pour relier la municipalité de Pará à la capitale de l'État, Belém. Injecter davantage de gaz dans ce projet revient à donner à ce pôle industriel prédateur les moyens de se développer sous couvert d'écoblanchiment, financé par l'utilisation de cette énergie fossile.

Il faut d'être vigilant

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena n'est encore qu'un projet indicatif, mais les intérêts qui animent le secteur du gaz « naturel » au Brésil pourraient le réactiver à tout moment sous couvert de « transition énergétique ». Il est important de rappeler que nombre de grands projets de « développement » prévus pour l'Amazonie sont restés au point mort pendant des décennies avant

de se concrétiser. Ce fut le cas, par exemple, de la centrale hydroélectrique de Belo Monte (30), de l'autoroute BR-319 et du gazoduc Urucu-Coari-Manaus (31).

Dans un contexte d'expansion du secteur gazier, il est essentiel de suivre de près les prochaines étapes, car les populations les plus touchées par de tels projets sont généralement les dernières informées. Comme l'ont justement souligné les habitants de la vallée d'Acará dans leur manifeste contre le gazoduc minier d'Hydro : « Comme pour toute invasion, nous ignorons leurs véritables intentions et les dégâts qu'ils vont nous causer. Personne ne nous a même dit combien d'arbres seraient déracinés pour permettre aux canalisations de profaner nos terres ancestrales. »

Secrétariat international du WRM

Références :

- (1) EPE, 2024. Plan décennal d'expansion énergétique.
- (2) Energy Institute Statistical Review of World Energy 2025.
- (3) MME, 2025. La part brésilienne des énergies renouvelables est quatre fois supérieure à la moyenne mondiale, selon une étude.
- (4) La majeure partie du gaz naturel au Brésil reste sous le contrôle de Petrobras, une entreprise mixte publique sous tutelle du gouvernement fédéral, qui est responsable de la plus grande des réserves en eaux profonde (offshore) – les puits du pré-salifère – et les puits terrestres – comme le pôle d'Urucu. Cependant, le secteur privé gagne du terrain, notamment pour les puits terrestres, Eneva se distinguant comme un acteur majeur : selon ses rapports, la société détient 42 pour cent des réserves terrestres du pays et 67 pour cent des concessions d'exploitation terrestres, dont 14 champs dans des bassins tels que ceux du Parnaíba et de l'Amazonas. Quant au secteur du transport du gaz, privatisé sous les présidences de Temer (2016-2018) et de Bolsonaro (2019-2022), il est aujourd'hui majoritairement privé, avec une importante participation étrangère, notamment canadienne et française. La plupart des terminaux de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) appartiennent également à des entreprises privées. Pour plus d'informations, voir : Eneva, 2025. Bilan annuel 2024 et EPE, 2024. Plan décennal d'expansion énergétique.
- (5) En 2024 : « Sur la production totale de gaz naturel au Brésil (mer et terre), 91,1 pour cent (140 Mm³/jour) provenaient de puits pré-salifères », c'est-à-dire qu'ils étaient extraits en association avec du pétrole et que la réinjection du gaz était principalement utilisée « dans la production pétrolière, afin d'obtenir des fractions du produit plus intéressantes économiquement, au détriment du gaz naturel, qui a une valeur commerciale moindre ». EPE, 2024. Plan décennal d'expansion énergétique.
- (6) Dans un document, l'OPEP, principale organisation du secteur pétrolier, déclare : « L'histoire de l'énergie est une histoire d'additions, et non de soustractions. En effet, la réalité actuelle est que le monde consomme plus de bois, de pétrole, de charbon, de gaz, en fait, de toutes les énergies, qu'auparavant. De plus, les énergies ont tendance à se compléter : l'essor du charbon a entraîné une augmentation de la consommation de bois ; l'essor du pétrole a entraîné une augmentation de la consommation de charbon ; et les énergies renouvelables et les véhicules électriques nécessitent de nombreux produits pétroliers pour leur développement et leur utilisation. » OPEP, 2025 Perspectives pétrolières mondiales
- (7) Agence Eixos, 2024. Interview avec le CEO - Lino Cançado, Eneva [Gas Week 2024]
- (8) Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena a été présenté plus en détail dans le PIG 2020, mais a été maintenu dans le PIG le plus récent, publié en 2025. EPE, 2020. PIG 2020 et EPE, 2025. PIG 2024
- (9) Fiocruz, Carte des conflits. AM – Les gazoducs pourraient attirer la destruction dans une région bien préservée de l'Amazonie
- (10) Alma Preta, 2024. La mobilisation indigène empêche la police d'imposer un projet multinational sur le territoire quilombola
- (11) Selon le PIG, le gazoduc devrait passer à 60 mètres des territoires Quilombola de São Sebastião ; À 250 mètres du Centro Ouro, Nossa Senhora das Graças ; 2,8 km de Santa Maria do Traquateua ; et à 3 km de Santa Luzia do Tracueteua.

- (12) Les lieux suivants sont cités dans le PIG 2020 : Alto Boa Vista (Itinga do Maranhão/MA) ; Passo Livre (Bom Jardim/MA) ; Rosa Saraiva, Santa Inácia et Faisa (Santa Luzia/MA) ; Triângulo de Prata (Buriticupu/MA) ; Mapisa, Raimundo Panelada/Simasa, São Francisco/Boa Viagem (Bom Jesus das Selvas/MA) ; Floresta Gurupi (Ulianópolis/PA) et Diamantina II (IPIXUNA do Pará/PA)
- (13) USP, 2011. Gazoduc Urucu-Coari-Manaus : Impact environnemental et socio-économique sur la municipalité de Manacapuru-AM
- (14) UFAM, 2018. Impact du gazoduc Coari-Manaus : (re)signification des lieux
- (15) Pour cette classification, ils prennent en compte « les procédures d'autorisation environnementale de projets similaires, qui partagent des sections ou la totalité de la bande de servitude et qui ont déjà expiré », d'après le PIG.
- (16) ANP, 2011. Procédure d'autorisation des gazoducs. Procédure d'autorisation environnementale (n° 02001.000454/07-64) soumise à l'IBAMA le 20/12/2007.
- (17) Valor, 2022. Carlos Suarez, homme d'affaires lié à Rodolfo Landim et Adriano Pires, investit dans l'énergie et le gaz
- (18) ABA, 2017. ABA, 2017. Gaz, fumée et bruit : rapport anthropologique sur les impacts des centrales thermoélectriques du complexe du Parnaíba sur les populations traditionnelles.
- (19) Deux d'entre eux sont le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – Caucaia/CE et le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – São Luís/MA, qui sont tous deux un démembrement de l'ancien projet de gazoduc Meio-Norte, de TMN Transportadora S.A., une autre société du holding Termogás. Le projet Meio-Norte a déjà obtenu l'autorisation de construction n° 360 de l'ANP – Agence Nationale du Pétrole - en décembre 2006 et a obtenu la licence d'installation (LI n° 405/2006) de l'IBAMA la même année. En 2010, TMN a demandé le renouvellement de ce permis environnemental. Et le troisième est le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – Imperatriz/MA.
- (20) Eneva, 2022. Eneva, 2022. Eneva et Suzano concluent le premier contrat d'approvisionnement en GNL du Brésil, d'un producteur directement à un client industriel.
- (21) WRM, 2023. Ce que vous devez savoir sur la société Suzano Papel e Celulose.
- (22) WRM, 2024. Les plantations d'arbres destinées au marché du carbone. Pourquoi, comment et où se développent-elles ?
- (23) Eneva, 2025. Perspectives de production, de transport et de distribution de gaz naturel en Amazonie
- (24) InfoAmazonia, 2026. Eneva est autorisée à forer le seul bloc gazier actif sur des terres indigènes en Amazonie légale
- (25) InfoAmazonia, 2026. Eneva restitue trois blocs gaziers situés sur des terres indigènes et quilombolas de l'État de Maranhão
- (26) Agência Pública, 2024. « Une bombe est sur le point d'exploser » : Barcarena, dans le Pará, devient un nouveau hub gazier. Outre ce terminal GNL de NFE, un autre terminal GNL, prévu à Barcarena par Termogás, se heurte actuellement à des obstacles juridiques liés à son autorisation environnementale.
- (27) En 2021, Hydro a conclu un contrat d'approvisionnement de 15 ans avec NFE portant sur la consommation d'environ 1 million de gallons de GNL par jour, destinés exclusivement à la raffinerie d'Alunorte. Ce contrat était essentiel à la réalisation de la construction du terminal. Pour plus d'informations, voir : Businesswire, 2021. NFE et Hydro finalisent les conditions commerciales définitives pour la fourniture de gaz naturel à la raffinerie d'alumine d'Alunorte dans l'État de Pará, au Brésil
- (28) Hydro, 2026. Rapport annuel intégré 2025
- (29) Observatório da Mineração, 2025. Le géant norvégien Norsk Hydro renforce le discours sur « l'aluminium vert » dans les actions liées à la COP 30 et ignore les impacts socio-environnementaux au Pará.
- (30) Brésil : La lutte des peuples Xinguara en Amazonie.
- (31) WRM, 2019. La réserve de gaz et les gazoducs d'Urucu menacent les zones intactes de la forêt amazonienne

DU BULLETIN DU WRM

République démocratique du Congo : Téléphones portables, destruction des forêts et mort

« Qui aurait pu imaginer que le téléphone portable soit taché du sang de 3,5 millions de morts depuis 1998 ? Et que la même chose se produise avec certains jeux vidéo pour enfants ? Et que les mégatechnologies contribuent à la déforestation et au pillage des riches ressources naturelles de populations paradoxalement appauvries ? » C'est ainsi que commence cet article, écrit en 2003, qui dénonce la violence de l'extraction du coltan en République démocratique du Congo et désigne les véritables acteurs du conflit qui sévit dans le pays. La RDC, premier producteur mondial de ce minerai, demeure l'un des principaux producteurs de plusieurs minéraux stratégiques pour la soi-disant « transition énergétique ». Plus de vingt ans après, le différend minier continue d'alimenter un conflit sanglant dans le pays. L'analyse politique de l'article susmentionné reste pertinente : « derrière le mythe des rivalités ethniques se cachent les anciennes puissances coloniales qui continuent de piller les richesses de l'Afrique postcoloniale ». L'article poursuit : « derrière les États, ce sont les entreprises qui se partagent la région ». Fin 2025, l'un de ces acteurs agissant dans l'ombre a réussi à étendre son emprise en empiétant sur la souveraineté du pays : la RDC a signé un accord avec les États-Unis lui garantissant un accès prioritaire aux minéraux essentiels à son industrie et à sa « transition énergétique ». Lisez cet article pour mieux comprendre ce conflit violent qui continue d'affecter la vie de diverses communautés en RDC. Lisez [l'article ici](#).

Référence :

(1) L'accord entre les États-Unis et la République démocratique du Congo (RDC) sur les minéraux critiques est disponible à l'adresse suivante : [Strategic Partnership Agreement Between the Government of the United States of America and the Government of the Democratic Republic of the Congo](#)

RECOMMANDATIONS

Entretien : la construction politique de l'IA

Dans un entretien de la série « La construction politique de l'IA » produite par l'organisation turque bianet.org, Larry Lohmann, de The Corner House et membre du Comité consultatif du WRM, décrit l'intelligence artificielle (IA) comme une forme de « colonialisme des machines », caractérisée par une consommation d'énergie en expansion illimitée, un accaparement brutal des ressources en eau et une main d'œuvre gratuite ou à très bas coût. Comme d'autres technologies industrielles, note Lohmann, l'IA tire parti de l'émergence, au XIXe siècle, d'une conception « abstraite » de l'énergie, qui subordonne toute une série d'énergies à un seul et même combustible global au service de l'accumulation du capital. À mesure que le néolibéralisme glisse vers le fascisme, la résistance démocratique à cette stratégie capitaliste séculaire, mais aujourd'hui hypertrophiée par l'IA, exigera un renforcement des solidarités et des convergences entre les mouvements de défense des travailleurs et les mouvements écologistes. L'entretien est disponible sur le site web de The Corner House, [en anglais, turc, espagnol et portugais](#).

Documentaire : « Un festin de cochons : le colonialisme de notre temps »

« Un festin de cochons : le colonialisme de notre temps » est un documentaire qui dresse un tableau saisissant de la Papouasie et de ses peuples autochtones, artificiellement séparés par la colonisation et qui souffrent aujourd'hui encore de son oppression. Il met en lumière la résistance des populations autochtones face aux projets destructeurs à grande échelle, en particulier le Projet stratégique national Merauke, qui s'étend sur 2,5 millions d'hectares et constitue actuellement le plus vaste projet de déforestation au monde. Le projet prévoit notamment des monocultures de palmiers à huile et de canne à sucre destinées à la production énergétique à partir de biodiesel et d'éthanol. Ce documentaire montre également en détail le rôle joué par quelques familles fortunées et sociétés qui, avec le soutien total du gouvernement et de l'armée, profitent de l'accaparement des terres en cours et détruisent complètement les moyens de subsistance et les territoires des peuples autochtones. Les 1 800 croix rouges plantées sur et autour de leurs territoires au cours des 10 dernières années sont le symbole de leur résistance. Comme l'explique un membre de la communauté : « Nous pensons que lorsque nous sommes incapables de résoudre un problème, en l'occurrence, d'empêcher une société d'entrer sur notre territoire, nous devons demander l'aide de nos ancêtres et de Dieu. Sur les croix, nous avons inscrit ou dessiné des symboles de guerre, destinés à montrer que nous interdisons strictement à quiconque d'entrer sur notre territoire ou de le perturber. Si quelqu'un ne respecte pas ces avertissements, ou menace nos droits fonciers ancestraux, nous sommes prêts à faire la guerre. » Le film a eu un impact considérable en Indonésie, à tel point que les autorités ont interdit sa projection à de nombreuses reprises. C'est notamment pour cette raison que les réalisateurs et les producteurs ont décidé de le diffuser sur YouTube. Le documentaire complet en anglais est [accessible ici](#) et en [indonésien ici](#). Voir également cet [article en anglais consacré au film](#).

Halte aux nouveaux forages pétroliers en Amazonie équatorienne !

Nous invitons nos lecteurs à soutenir l'appel lancé par les peuples autochtones d'Équateur et à signer la campagne contre l'expansion de l'exploitation pétrolière en Amazonie équatorienne. En septembre 2025, le gouvernement équatorien a annoncé son intention de mettre aux enchères au moins 11 blocs pétroliers dans les provinces de Napo et de Pastaza. Trois millions d'hectares de forêt amazonienne pourraient être cédés aux compagnies pétrolières, portant atteinte aux peuples Achuar, Kichwa, Sapara, Shiwar, Waorani, Waoani et Shuar, ainsi que les peuples Tagaeri et Taromenane, qui vivent en isolement volontaire. « Pour l'État, ces zones sont des blocs pétroliers, mais pour nous, ce sont des territoires de vie, notre foyer », dénonce un leader autochtone dans une vidéo de campagne. En 2012 et 2013, les peuples autochtones d'Équateur ont déjà remporté cette bataille et empêché l'État de mettre aux enchères ces mêmes blocs. Face à cette nouvelle offensive, ils sont inflexibles : « Nous n'avons pas donné notre consentement. Nous avons résisté auparavant et nous résisterons encore ». La campagne est disponible en portugais, en anglais et en espagnol ; [signez ici](#) pour la soutenir.

Observatoire de la transition énergétique

L'Observatoire de la transition énergétique est une plateforme de suivi des impacts des projets d'énergie soi-disant « propres » sur les territoires indigènes et quilombolas, les unités de conservation et les zones de réforme agraire au Brésil. Grâce à une carte interactive, il est possible de vérifier quels sont les impacts des différentes sources d'énergie présentées comme « propres » sur les territoires des communautés traditionnelles du pays. Cet outil peut s'avérer très utile pour ceux qui ont besoin de données concrètes sur les impacts territoriaux des projets liés à la soi-disant « transition énergétique », tels que l'extraction de « métaux stratégiques », les lignes de transport

d'électricité et les centrales solaires et éoliennes. Les documents produits par l'ONG Repórter Brasil, en partenariat avec l'Inesc et PoEMAS, sont disponibles en portugais [ici](#).

*Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante :
Bulletin 279 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Quand l'énergie efface les
forêts de la carte » (<https://wrm.org.uy/fr/>)*

*Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples
qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.*

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé

Les communautés cultivent l'espoir face à l'invasion des plantations industrielles d'arbres

Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce
lien

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 2605 6943

wrm@wrm.org.uy

<http://wrm.org.uy/fr/>